DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 42

Prix : 120 fr. **Avril 1957**

AVIS A NOS ABONNÉS

Nous informons nos abonnés qu'à partir de ce numéro les abonnements semestriels seront supprimés. Les abonnements en cours seront naturellement servis jusqu'à expiration mais ne pourront être renouvelés.

SOMMAIRE



LES IDÉES ET LES FAITS.

CHRONIQUE DU MOIS :

ÉTUDES.

LES LIVRES DU MOIS.

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie française). — Le numéro : 120 fr. - Belgique : 15 fr. b (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 35, rue Cortambert, Paris-16e, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

UNE ALLIANCE NEFASTE

UN des traits comiques de notre époque, quand on en fera l'histoire dans cinquante ans, sera assurément la vénération grotesque des Français pour la famille royale anglaise.

Ce sentiment est aussi général qu'inexplicable. Si l'on considère les augustes personnes qui en sont les bénéficiaires, on n'est pas spécialement saisi au premier abord par un sentiment irrépressible d'admiration. Le duc d'Edimbourg est assurément un brave garçon et l'uniforme d'amiral lui va fort bien : mais sa vie et son caractère également plats et convenables n'ont rien qui le distingue de ses contemporains et l'invention du tire-bottes automatique qu'on doit à ses veillées studieuses n'en fait pas absolument un héros de roman. Quant à la reine elle-même, sa personne sèche, constipée et sans grâce n'est pas de celles qui demeurent éternellement dans le cœur des foules et le bon petit fond de méchanceté puritaine qui lui fait refuser la grâce de condamnés de dix-neuf ans — c'est la deuxième fois en trois ans — et persécuter sa pauvre idiote de sœur n'en fait pas non plus un personnage bien sympathique. A la vérité jamais couple de souverains ne fut plus terne et n'exprima mieux ce qu'il y a de nos jours d'aigre et d'étriqué dans les personnes royales.

Qu'un peuple aussi sensible que les Français à ce qu'il y a de spontané et d'original dans le souverain accueille avec enthousiasme ces deux spécimens de la vie ichtyologique de la haute société, qu'il froufroute d'aise autour de ces deux produits d'aquarium à qui on a appris à sourire et à saluer de la main, c'est là un résultat paradoxal dont la cause mérite d'être recherchée.

Cette cause, on n'a pas besoin d'aller la chercher bien loin. Elle est dans le travail de préparation intensif de la grande presse que la contemplation des souverains britanniques plonge dans un état voisin de l'hystérie. Et, sur ce point, reconnaissons pour une fois que la presse du « Système » n'a fait qu'emboîter le pas à la presse de la Troisième République qui ne délirait pas moins à la seule audition des syllabes prestigieuses composant l'expression « Buckingham Palace ». Ce sont seulement des

circonstances particulières, l'américanisation de la grande presse, et notamment la naissance des grands hebdomadaires illustrés et le goût des potins et des scandales mondains qui ont fait de la famille royale britannique un élément permanent de l'actualité journalistique et qui ont finalement créé dans le public un intérêt d'ailleurs malsain et inconvenant pour la vie privée de la famille royale que le plus léger sentiment des convenances devrait interdire à notre presse de commenter et d'exhiber comme elle le fait.

L'enthousiasme des français pour le couple britannique est assurément un sentiment préfabriqué et un exemple bien propre à illustrer la naissance des forces de suggestion dont dispose la propagande dans le monde moderne. Les réflexes créés chez des peuples entiers par la propagande communiste ne sont pas d'un autre ordre : ils sont seulement appliqués à des usages plus sérieux. Mais la comparaison avec les coups de sifflets qui accueillaient jadis Edouard VII nous montrent qu'à force de temps et *lorsqu'on obtient qu'il n'y ait pas de contradiction* des réflexes conditionnés entièrement nouveaux peuvent être montés chez un peuple entier et que ce travail de dénaturation des peuples peut être réalisé, dans certaines circonstances particulières, aussi bien par les démocraties que par les régimes autoritaires.

Car, c'est bien là ce qui mérite de retenir l'attention, *il n'y eut pas de contradiction.* Pour des raisons diverses, il serait même plus exact de dire pour des raisons contraires, tous les courants d'opinion de la Troisième République, aussi bien les hommes du régime que les docteurs de l'opposition, ont appuyé la politique de l'Entente cordiale, sans en voir les conséquences et sans chercher à en dégager les principes. Par la complicité de tous, des hommes qui voulaient imposer l'alliance anglaise pour établir l'hégémonie maçonnique à ceux qui, dénonçant partout ailleurs la maçonnerie, soutenaient cependant par antigermanisme, l'alliance anglaise, instrument capital de la maçonnerie, l'Entente cordiale fut acceptée sans examen, applaudie sans discussion et obstinément exaltée même quand vint l'heure des échéances, c'est-à-dire lorsqu'il apparut que notre ruine et notre sang allaient être le prix de cette politique.

Osons le dire aujourd'hui : la décadence et l'effacement de la France ne sont pas moins la conséquence d'un régime détestable que celle d'une politique étrangère aberrante soutenue aveuglément depuis un demi-siècle. L'Entente cordiale nous a précipités dans deux guerres sanglantes, également évitables, dans lesquelles la France a perdu son rang de grande

puissance. Nous allons applaudir au passage de la reine Elisabeth le mauvais ange de notre nation. A la décharge du peuple ignorant qui acclamera la cause de notre impuissance, disons qu'on lui a menti depuis cinquante ans et que l'histoire qu'on lui apprend, que les héros qu'on lui désigne sont autant d'impostures. Il n'est pas d'hommes qui aient fait autant de mal à notre pays que ceux dont nos boulevards portent glorieusement les noms : pour qui se donne la peine de réfléchir, les fossoyeurs de la grandeur française s'appellent Poincaré, Clémenceau, Delcassé. Mais qui sait aujourd'hui l'histoire de notre diplomatie ?

Qu'est-ce que l'Entente cordiale ? C'est une alliance longuement souhaitée, longuement méditée par les hommes d'Etat français, parce qu'ils y voyaient un moyen de prendre contre l'Allemagne leur « revanche » de la guerre de 1870. Les risques que comportait cette alliance, la conséquence inévitable qu'elle entraînait furent tellement compris que l'Angleterre fut d'abord extraordinairement réticente. Elle ne se décida qu'en constatant les progrès économiques de l'Allemagne de Guillaume II et en trouvant sur les marchés extérieurs un concurrent redoutable pour sa prospérité. Quant aux petits Français de 1913, ils apprenaient la géographie sur des cartes de France où l'Alsace-Lorraine était colorée en violet, comme la province perdue qu'il fallait recouvrer coûte que coûte. Or une des plus belles peurs que nous ayons eues dans toute notre histoire est assurément celle que connurent les milieux politiques français pendant les cinq jours d'août 1914 où l'Angleterre *attendit* pour déclarer la guerre.

Voilà le danger des annexions. Pendant cinquante ans, les Français les plus lucides, ceux qui analysaient le mieux la faiblesse de notre régime et la répartition des forces réelles de la politique, ceux qui savaient que Londres était la capitale et l'inspiratrice de la maçonnerie, ceux qui savaient que la City était le grand quartier-général de la finance juive, ceux qui se souvenaient — ce n'était pas si vieux — que les services anglais avaient constamment travaillé à nous empêcher d'avoir un Empire, ces Français-là, obnubilés par cette petite tache violette sur la carte de France, oublièrent tout ce qu'ils savaient, tout ce que leur raisonnement et leur analyse leur représentaient chaque jour, et ils essayèrent une alliance *opportuniste* dont ils ne pouvaient pas ne pas voir tous les dangers, mais qui nous permettait *la guerre de revanche*.

Car, quel était le pacte ? Il était pourtant bien clair et bien évident. L'Angleterre était très indifférente à nos revendica-

tions de l'Alsace-Lorraine. Mais les industriels anglais, désireux d'abattre la puissance économique allemande, avaient besoin d'un soldat sur le continent. L'Entente cordiale n'était pour eux et ne pouvait être que l'instrument d'une coalition comme ils en avaient construit tant dans le passé. La politique de ces coalitions était toujours la même et nous ne pouvions pas l'ignorer : elle consistait à affaiblir les puissances continentales de l'Europe en les engageant dans une guerre meurtrière, pendant que l'Angleterre, abritée par sa position insulaire, jouait le rôle de financier et de fournisseur de la coalition. Une telle politique de coalition ne pouvait donc conduire qu'à un affaiblissement mutuel de la France et de l'Allemagne et à une hégémonie anglaise. Pour ceux qui voyaient plus loin que les conséquences immédiates de la guerre, il y avait encore dans l'Entente cordiale l'idée d'un pacte politique entre les puissances « libérales » qui favorisaient le développement des infiltrations maçonniques contre les puissances « autocratiques » dont l'influence pouvait menacer quelque jour l'extension des dogmes maçonniques et les situations acquises à la faveur de cette situation.

C'est ce dernier aspect de l'Entente cordiale qui passa au premier plan après la victoire de 1918. Il fut très rapidement visible que l'Angleterre, fidèle à son jeu de bascule, était bien résolue à empêcher la France d'occuper une position prépondérante en Europe. La grande pensée du cabinet de Lloyd George fut de ménager pour l'avenir les conditions de la renaissance d'un équilibre européen, à la faveur duquel les gouvernements anglais pourraient conserver les avantages d'une position arbitrale. Les gouvernements français d'après-guerre eurent donc à se heurter aux intrigues anglaises dons tous les domaines, aussi bien en Europe que dans nos nouveaux territoires impériaux. L'amertume de Clémenceau découvrant, mais trop tard, les doubles-fonds de cette alliance anglaise n'apprit rien à personne. Les nationalistes, en dépit de crises passagères de mauvaise humeur, souhaitaient le maintien d'une alliance qui pouvait s'opposer au « relèvement de l'Allemagne », slogan qui avait remplacé celui de la « revanche ». Mais, dans le même temps, les hommes d'affaires et les politiciens les plus adroits de la Troisième République, commençaient à distinguer plus clairement le sens « conservateur » de l'alliance britannique. Malgré la brutalité et parfois les mauvais procédés de certains hommes d'Etat britanniques, celle-ci donnait la garantie que rien ne changerait profondément dans la distribution des pouvoirs du monde moderne. Londres incarnait le règne de la plouto-

cratie, des grandes affaires bancaires, de certains trusts tout-puissants et l'hégémonie anglaise avait pour effet de maintenir durablement au gouvernement les hommes politiques en lesquels ces grands intérêts financiers avaient placé leur confiance.

On le constate de plus en plus à mesure que se développèrent les oppositions autour desquelles se construisit l'après-guerre. L'amitié de l'Angleterre devint un dogme de la politique française parce qu'elle était un dogme du régime. Contestable sur le plan des alliances — car elle pouvait être parfaitement remplacée par une alliance continentale — l'amitié anglaise était irremplaçable sur le plan du régime. Beaucoup d'hommes politiques de la Troisième République avaient à Londres leur garant et leur coterie. La City de Londres, les groupes financiers franco-anglais possédaient leurs « écuries » d'hommes politiques français et par l'intermédiaire de milieux « influents », les Rotschild, les Lazard, les Louis-Dreyfus, etc..., lesquels avaient leurs journaux, leurs députés, leurs ministres, ils intervenaient discrètement dans les crises ministérielles. L'arrivée au pouvoir d'hommes comme Pierre Laval ou Georges Bonnet qui n'étaient pas liés aux intérêts anglais causait une sorte de gêne. L'apparition des régimes autoritaires donna un contenu politique précis à cette infiltration britannique. L'alliance anglaise devint un front anti-fasciste et réactionnaire dont les objectifs furent à la fois une politique de *containment*, comme disent aujourd'hui les Américains, vis-à-vis des régimes nouveaux et aussi le maintien à la tête des affaires d'une « aristocratie » politique composée d'hommes connus pour leurs opinions convenables, admis par la *gentry* et les banques, qu'on opposait aux « aventuriers » mis en avant par les régimes autoritaires, espèce de caste à la fois socialiste et mondaine, dont Léon Blum et Anthony Eden furent les plus parfaits représentants.

L'hystérie antifasciste, le zèle le plus absolu pour la cause juive, la fureur belliciste la plus aveugle furent les résultats trop connus de ce dispositif. D'un bord à l'autre de la Manche, Vansittar et Paul Reynaud, Hore Belisha et Kérillis se répondaient par de longs aboiements de mort et appelaient la guerre d'extermination. Que défendait la France dans cette affaire ? En quoi le maintien de la Pologne à Dantzig était-il une question vitale pour nous ? Qu'est-ce que signifiait la prétention de deux pays situés sur le balcon atlantique de l'Europe à faire la police en Europe centrale où ils ne pouvaient intervenir ? L'absurdité stratégique de l'alliance anglaise apparut dans toute

son étendue. Le rôle de soldat de l'Angleterre sur le continent ne pouvait avoir un sens que si l'armée française conservait une supériorité si écrasante sur toutes les autres qu'elle pût imposer la volonté des deux partenaires de Vienne à Constantinople. Mais à partir du moment où ce n'était pas le cas? Que pouvait être l'avenir d'une alliance tournée vers les mers quand la puissance militaire était partagée sur le continent? Elle n'avait plus qu'un avenir obsidional. En mettant les choses au mieux, elle représentait une vaste menace de blocus en cercle se développant de Narvik à Alexandrie et mettant en permanence l'armée française dans l'alternative de faire offensive sanglante ou de subir une percée dramatique. La fatalité dramatique de l'alliance anglaise est inscrite dans la géographie. La position insulaire de l'Angletere fait d'elle et fera toujours d'elle un môle de résistance, un magasin, un arsenal relativement protégé contre les coups : la position de la France comporte inévitablement une mission de sacrifice que l'évaluation des forces militaires modernes ne lui permet plus d'assurer.

En face de cette alliance qui nous a coûté si cher, songe-t-on à ce que serait l'Europe, à ce que serait notre pays si nos hommes d'Etat avaient eu la sagesse de préférer l'alliance continentale qui avait été la grande pensée de Joseph Caillaux à l'absurde alliance de la haine et de la revanche ? Si les pays d'Europe au lieu de passer un demi-siècle à se déchirer, à se détruire, à se vider de leur force et de leur sang, avaient passé ce demi-siècle à construire, à prévoir, à prévenir ? Quelle foule de morts accompagnera silencieusement le cortège des souverains anglais que salue l'oubli et la légèreté des vivants! Quelle déesse de l'Inde, quelle idole barbare a coûté plus de sang que l'idée qu'incarnera demain une petite bourgeoise en robe bleu pastel agitant distraitement ses gants blancs derrière son chauffeur en livrée ?

Ce n'est pas fini. L'idée européenne représente trop bien cette alliance continentale que les faits ont fini par nous imposer contre les arrière-pensées des hommes. Ainsi sournoisement, voit-on reparaître cette idée de l'alliance anglaise comme un antidote indispensable. La solennité avec laquelle on reçoit les souverains britanniques au moment même où les ministres des affaires étrangères signent le traité commun a pour objet de souligner que la France reste avant tout le partenaire de la politique anglaise, même si les circonstances la forcent à accepter une association européenne dans laquelle

elle entre à contre-cœur. Semblable à ce que les premiers communiants appellent le « renouvellement des vœux du baptême », elle exprime, au moment même où nous devrions tendre une main loyale à nos partenaires continentaux, notre obstination à nous accrocher aux erreurs d'hier. Elle est plus pour certains : pourquoi l'Europe, disent-ils, puisqu'il y a l'Angleterre ? Elle est pour d'autres — et notamment pour beaucoup de ceux à qui d'importantes responsabilités techniques sont confiées — le symbole d'une sorte de double jeu. Avant d'exister, l'Europe est déjà trahie : pour M. Monnet qui voulait en 1940 unir en un seul tout la France et l'Angleterre, pour M. Mayer, conseiller de la banque Rotschild, pour leurs créatures choisies pour leur soumission et leurs preuves de fidélité, Londres sera toujours la capitale intellectuelle et politique autour de laquelle l'Europe doit graviter, la ville sainte qui renferme le Tabernacle, l'arche à laquelle nous devons faire un rempart de nos corps.

Qu'une voix isolée au moins s'élève pour dire ceci : l'Europe ne peut exister que si elle est une réalité *continentale,* et cette réalité continentale suppose une *politique continentale.* Si la Grande-Bretagne n'accepte pas de s'intégrer économiquement et politiquement à l'Europe, elle sera bientôt en concurrence économique avec l'Europe et cette concurrence engendrera une défiance politique. Si les gouvernements européens perdent leur temps à ménager cette susceptibilité, s'ils s'attardent à des rêves périmés et aujourd'hui dépourvus de sens, s'ils ne concentrent pas leurs efforts à réaliser avant tout et à n'importe quel prix leur unité continentale, s'ils continuent à se servir d'hommes qui sabotent systématiquement cet objectif essentiel, tout effort pour réaliser une communauté européenne est vain. Il est temps de prendre conscience de ce que signifie cette visite d'outre-tombe. La reine d'Angleterre traversera un Paris tapissé d'affiches communistes qui essaient de réveiller l'ancienne haine franco-allemande. Sa visite complète ces affiches. Dans les vivats qui accueilleront cette visite inopportune, je ne vois qu'un seul élément de satisfaction : c'est qu'en songeant aux coups de sifflet qui accueillirent Edouard VII il y a cinquante ans, il est permis de tout attendre, si l'on est patient, des retournements de l'histoire.

Maurice BARDÈCHE.

Un entretien avec
le Général BETHOUART

A travers tous les hauts postes qu'il a occupés, le général Béthouart a toujours eu à compter avec des problèmes politiques : il a toujours été conscient de leur importance sans jamais se laisser fasciner par les règles du jeu actuelles. Il a toujours su, avec une grande lucidité, se situer par rapport à la politique sans jamais se laisser absorber par elle. C'est ce qui confère une grande importance aux positions qu'il croit devoir prendre. Nous l'interrogeons sur deux grandes questions auxquelles il a apporté une attention spéciale, deux des structures qui déterminent la physionomie de l'Etat en même temps que d'ensembles plus vastes encore : les territoires d'outre-mer et la Défense Nationale.

Lorsqu'il répond, il ne se fie jamais à une quelconque facilité de langage. Il semble revoir intérieurement toutes les données du problème puis pousse un à un, comme les pièces d'un jeu d'échecs, les éléments de ses réponses. A petits coups, il pose une série de touches, corrige, reprend. Il dit juste ce qui lui semble souhaitable et possible sans jamais laisser courir son imagination. Il ne prend pas trop au sérieux les grandes prises de position se souvenant souvent d'autres qui les ont précédées. Il parle comme à lui-même et tout-à-coup conclue une proposition en vous jetant un regard aigu.

— Nous savons, mon Général, que vous rentrez d'un voyage au Maroc et en Algérie. Il vous est très difficile de nous parler du Maroc dont vous représentez au Sénat les habitants français. Mais que pensez-vous de la situation en Algérie ?

— Franchement, en ce qui concerne la campagne actuelle de pacification, j'ai trouvé la situation très améliorée. En quelques mois la physionomie des villes a changé, et s'est considérablement détendue. La politique de présence porte ses fruits, la peur recule. Les bandes asphyxient faute de contrôler des régions suffisamment vastes pour pouvoir y reprendre haleine. Il subsiste bien entendu le problème du terrorisme urbain, qu'il faut d'ailleurs replacer dans son vrai cadre : l'espace algérien. Aussi dramatique que soit un attentat, il n'a qu'une portée matérielle infime et, lorsque les nerfs sont solides, qu'une résonance psychologique très faible. Nous lisons les attentats rassemblés dans le journal mais, sur l'ensemble du pays, ils ne parviennent pas le moins du monde à paralyser l'activité. Je crois que, sur le plan militaire de l'ordre à rétablir, nous sommes sur la bonne voie.

Reste évidemment le problème psychologique qui est aussi le problème d'avenir. Comment obtenir la pacification véritable et à long terme ? C'est beaucoup plus difficile. Une chose est certaine : il y a deux populations et elles doivent vivre ensemble. Plus, elles doivent vivre sur les mêmes terres, mêlées dans les mêmes activités. Or il semble impossible qu'à la longue, sur le plan local, une population ait une prédominance absolue. Ce n'est pas une solution viable.

— Comment voyez-vous alors l'évolution ?

— Je pense qu'il faudrait, pour aboutir à une pacification véritable, dépolitiser les problèmes, ce qui amènerait une dépolitisation des esprits. Pour cela — la méthode est toujours bonne — il faut élargir le problème et regarder les choses de plus

haut, dans un ensemble plus vaste. J'ai à cet égard déjà parlé de fédéralisme.

— *Nous rejoignons là le problème de l'Union Française ?*

— Sûrement. Si dans n'importe quel territoire, il y a en tête à tête deux populations, vous savez comment vont les choses, il y aura sûrement conflit. Si la seule autorité appelée à trancher ce conflit est l'autorité gouvernementale métropolitaine, on criera au colonialisme. De plus il est impossible de parler de fédéralisme sans pouvoir fédéral. C'est pourquoi il est nécessaire que ces conflits d'autorité relèvent d'un Gouvernement fédéral, assisté d'une Assemblée fédérale, et sous la présidence du Chef de l'Etat. Ce Gouvernement fédéral, où la France détiendrait bien entendu la majorité, aurait à connaître des problèmes généraux touchant l'ensemble de l'Union française : Monnaie, Armée, Politique internationale.

Là encore vous le savez bien, ce sont le plus souvent les questions locales qui passionnent et exaspèrent l'opinion. Sur les grands problèmes d'ensemble, il est plus facile d'arriver à un acord, surtout quand précisément les questions locales sont laissées à l'autres instances et ne viennent plus fausser les positions.

De plus, remarquez-le bien, ces institutions fédérales conduiraient très vraisemblablement à un renforcement de l'autorité gouvernementale et de l'exécutif. Celui-ci, pour certaines questions intéressant l'ensemble de l'Union, ne dépendrait plus du Parlement métropolitain.

Je dis tout cela à propos de l'Union Française, mais pour en revenir à l'Algérie, je pense qu'il faut également chercher dans ce sens. Ce n'est pas le moins du monde l'autonomie, vous le comprenez, c'est donner conscience aux populations d'Algérie, de quelque origine qu'elles soient, qu'elles appartiennent à un ensemble plus vaste et qu'aucune des deux n'a, sur le plan local, une puissance totale et arbitraire sur l'autre.

— Est-ce actuellement réalisable ?

— Sûrement non. Le problème n'est pas encore là actuellement.

Il est d'abord sur un plan admininistratif. L'Algérie a toujours été un pays sous-administré. Certaines régions ne voyaient pratiquement jamais de Français de la Métropole. A la longue, cette situation ne peut être que catastrophique. Il faut créer une véritable administration à ce pays. Déjà, vous le savez, on a multiplié les circonscriptions, appelé des administrateurs de la Métropole, institué des stages obligatoires. Mais si l'on veut vraiment faire œuvre durable, il faut susciter un corps d'administrateurs algériens d'origine. Si l'on songe à l'attitude souvent indécise et attentiste des élites musulmanes d'Algérie, on comprend qu'il s'agit là d'une tâche de longue haleine, car il faut tout reprendre à la base et former les jeunes générations en leur proposant des perspectives d'avenir. Cela suppose évidemment tout un rajeunissement de l'opinion française.

— Cela nous amène, mon Général, à un autre sujet dont nous voulions vous parler : la Défense Nationale dans ses rapports avec l'Europe.

— Vous avez raison de lier tout cela. Je parlais tout à l'heure des cadres plus vastes qui font mieux comprendre les problèmes ; l'Union Française est un de ceux-là, l'Europe un autre. Nous devons concevoir notre Défense Nationale dans un cadre plus vaste. Mais pour l'instant nous n'avons que l'O.T.A.N. qui joue ce rôle. Les événements de Suez et d'Algérie nous forcent à réfléchir à cette organisation. D'une part, nous n'avions aucune force prête à la riposte au moment de Suez, et lorsqu'il a fallu en mettre une sur pied, nous avons perdu un temps précieux qui ne s'est plus retrouvé par la suite. D'autre part, nous nous trouvons, en Algérie, seuls pour faire face à une guerre d'un type très particulier, à une guerre révolutionnaire soutenue par l'étranger, alors que le territoire algérien est garanti par l'O.T.A.N.

Nous ne pouvons donc pas, dans l'état actuel des choses, alors qu'il ne s'agit que d'une alliance et non pas d'un véritable Pouvoir ayant les attributs de l'Etat, renoncer à la possession de forces autonomes qui puissent être utilisées sans en référer à d'autre autorité. Vous le savez, voici la structure de l'armée que j'ai préconisée :

— une force thermo-nucléaire de représailles, restreinte mais très puissante, disponible en permanence ;

— une armée de couverture et d'intervention immédiate, placée sous le commandement de l'O.T.A.N., mais pouvant également au moins en partie répondre aux tâches purement nationales ;

— enfin, sous la protection de ces forces, ce qu'on peut appeler **la Nation en armes** destinée à venir étoffer ou relever la couverture si le besoin s'en fait sentir et à assurer la défense en profondeur du territoire.

Cette articulation permet une grande souplesse d'utilisation. Elle permet en outre d'avoir l'instrument d'une politique le plus efficace que nous puissions avoir. En effet, si l'on veut poser concrètement et pratiquement les problèmes, il faut tenir compte des considérations budgétaires. Or un soldat coûte cher, un soldat coûte un million par an : c'est sur le nombre que l'on peut donc économiser. Je ne parle bien entendu pas des circonstances actuelles avec la guerre d'Algérie, puisqu'il s'agit là précisément d'une guerre d'effectifs, mais des circonstances qui tôt ou tard reviendront. Pour réduire le nombre de soldats, il faut une couverture permanente puissante et bien équipée à l'abri de laquelle puisse s'effectuer une mobilisation assez souple pour pouvoir être réglée selon les besoins. La couverture, c'est en grande partie, le rôle de l'O.T.A.N. qui, il faut bien le voir, dispose d'une armée qui est avant tout une force de couverture.

La nation en armes doit, elle, pouvoir répondre à différents besoins : étoffer la couverture en un premier échelon bien

entrané et bien équipé, assurer la défense en profondeur du territoire et être en état de répondre aux différents modes de guerre révolutionnaires tels que nous les ont révélés les événements de Hongrie ou la campagne d'Algérie. Il faut alors une formation accélérée, une organisation locale forte qui fera que les officiers et les hommes se connaîtront, que de véritables corps réapparaîtront et seront davantage en état de s'adapter à une forme de lutte et de résistance psychologiques.

Cette organisation permet, je le disais, une grande souplesse d'emploi. En effet, à l'abri de la couverture, l'on peut, suivant les besoins politiques ou militaires, régler le débit des recrues, varier la durée d'instruction, de service ou de rappel, gonfler les effectifs ou les réduire, limiter aussi au minimum les temps morts de service qui coûtent inutilement chers et immobilisent les jeunes activités.

Ainsi l'armée de couverture est en quelque sorte une armée de métier, tandis que la nation armée peut s'organiser sur des bases régionales : ce sont là deux moyens différents mais également efficaces d'assurer une conscience élevée aux combattants. Ce sont là également deux principes importants.

Cette division répond en outre aux deux tâches essentielles de la France : protéger l'Europe en cas d'agression et protéger les intérêts de l'Europe libre dans ses territoires d'Outre-Mer. Il serait bien entendu souhaitable que l'Europe en tant que telle puisse prendre en charge ses propres intérêts outre-mer.

— L'alliance atlantique peut-elle à votre avis préparer la formation d'une armée européenne ?

— Oui, pour deux raisons. D'abord négativement parce qu'elle prouve qu'une guerre du type ancien est impossible et ensuite parce qu'elle fait déjà collaborer ensemble des puissances qui ne l'auraient jamais pu, il y a encore peu de temps.

A ce sujet, de même que je crois qu'une formation régionale intelligente doit renforcer les traditions et donc le moral

des armées nationales, de même je crois qu'à l'intérieur d'une armée européenne chacun devrait venir avec ses traditions.

On avait parlé, à l'époque de la C.E.D, de régiments européens où toutes les nationalités seraient mêlées. C'est une sottise. Il n'était d'ailleurs pas question de cela. Je pense même que ce sont les plus belles unités, les plus conscientes de leur personnalité et de ce qui a fait leur raison de combattre qui devraient être confrontées. Ce sont elles qui auraient le plus de raisons de se comprendre. Ce sont elles qui constitueraient une véritable armée progressant par émulation. C'est l'armée européenne la force la plus propre à rassembler de telles unités.

— A cet égard que pensez-vous, mon Général, de la nomination du général Speidel ?

— C'est tout à fait normal. On peut d'abord rappeler que le général Speidel commande aux armées de terre du Centre-Europe sur le même plan qu'un Anglais et un Hollandais aux autres armes, et sous l'autorité d'un général français, le général Valluy.

Deux types d'arguments sont avancés pour combattre cette nomination, l'un regarde le passé et l'autre l'avenir. L'on fait allusion au poste qu'il occupa pendant la dernière guerre, en lui reprochant d'avoir joué un rôle en France, mais jamais l'on a relevé à l'encontre du général Speidel une décision qu'il aurait prise et qui fut contraire à l'honneur militaire. Ou bien l'on insiste sur le danger de soumettre une partie de l'armée française à l'autorité d'un général allemand. Cet argument est sans valeur puisque l'autorité suprême du Centre-Europe reste au général Valluy. De plus, les risques d'un conflit franco-allemand sont maintenant complètement en dehors de toutes possibilités. Une guerre de ce type est totalement dépassée, inconcevable. Enfin, les esprits sont maintenant orientés tout à fait différemment. Les perspectives économiques, les imaginations d'avenir vont vers d'autres horizons. Les risques plus grands aussi, les pressions devenues plus fortes d'autres modes de pensée, tout concourt à donner à la jeunesse d'autres cadres,

d'autres espoirs, d'autres idées-forces. C'est dans ce sens qu'il faut travailler.

Lorsque nous remercions le général Béthouart, c'est peut-être surtout de ces calmes vues constructives, de ce mépris assuré pour les formes les plus brillantes et les plus rétrogrades de pensées à la mode, c'est en même temps de ne pas participer le moins du monde à cette manière de satisfaction de soi que traduit une pensée crispée sur le passé, mais au contraire d'inventer avec curiosité l'avenir.

(Entretien recueilli par Bernard VORGE).

LA CRISE DE SUEZ
et la " Doctrine d'EISENHOWER "

DES que les Israéliens apprirent le réarmement de l'Egypte par la Tchécoslovaquie, ils supplièrent les puissances anglo-saxonnes de leur fournir des armes. Ces dernières leur opposèrent un refus absolu : elles ne voulaient pas se prêter à une dangereuse course aux armements, persuadées qu'elles étaient qu'Israël , conscient de sa faiblesse à long terme, se lancerait dans une guerre préventive.

Cette impression fut confirmée lors de la visite du général Dayan à Paris : avec une rare maladresse, l'*Express* lui attribua justement des projets de guerre préventive afin d'éviter l'écrasement de son pays natal par les Arabes à une échéance plus ou moins lointaine. Cette révélation inopportune eut un effet immédiat : le général Dayan quitta Paris sans les armes que le général Guillaume ne demandait pas mieux que de lui procurer pour contrebalancer l'influence egyptienne en Afrique du nord française.

La tentation était grande, en effet, dans certains milieux parisiens de provoquer l'écrasement de l'Egypte afin de rendre plus maniables les chefs de la rébellion algérienne, et les princes et dictateurs tunisiens et marocains que nous avions commis la faute impardonnable d'aller chercher dans leur asile ou dans leur prison.

Tentation dangereuse et peut-être inutile, car nos déboires en Afrique du Nord tiennent à la faiblesse, aux hésitations, à l'ignorance du personnel républicain, et aux idées fausses qu'il nourrit sur le problème colonial. Tant qu'il se complaira dans ces illusions plus ou moins intéressées, il sera inutile de chercher des solutions de force ou de prestige à l'autre bout du continent africain et de risquer d'y déclencher un conflit mondial, car le Moyen-rient est, aujourd'hui une zone chargée de poudre.

La nationalisation du canal de Suez a naturellement eu pour effet de confirmer nos dirigeants dans l'idée d'une solution de force.

Elle devenait plus défendable si, pour la circonstance, nous réussissions à nous procurer l'appui de l'armée britannique, les Anglais se trouvant menacés comme nous par la nationalisation et certains d'entre eux décidés à réagir.

L'écueil à éviter était, cependant, de risquer d'immobiliser plusieurs centaines de milliers d'hommes le long du canal si les Russes parvenaient à étoffer l'armée égyptienne avec un nombre suffisant de « volontaires », en un temps où presque toute l'armée française est en Algérie et où le front de l'Elbe est dangereusement dégarni.

L'attaque surprise d'Israël dans la région de Gaza et la péninsule du Sinaï a rapidement dissipé les craintes que nous pouvions entretenir de devoir soutenir un long combat contre les forces égyptiennes. En dépit de leurs rodomontades, les Egyptiens ont prouvé, une fois de plus, que la vertu militaire leur faisait cruellement défaut.

Malheureusement les hostilités ont été déclenchées contre eux à Gaza six jours trop tôt : six jours avant les élections américaines. Le Président Eisenhower en a été vivement ému et sa réaction a été désagréable : il a craint que le risque d'un conflit généralisé ne retire des voix à son parti. En fait, les Américains ont eu, comme il le redoutait, une réaction de peur, mais c'est précisément elle qui lui a apporté les suffrages de millions d'électeurs « flottants » qui se sont inquiétés d'un changement de pilote en pleine crise et ont préféré le général, le président éprouvé à l'ami vrai ou supposé des crypto-communistes.

Le Président Eisenhower en a aussi beaucoup voulu aux Français et aux Américains d'avoir cherché à bouleverser les positions américaines dans le Moyen Orient. Il oubliait qu'il avait fait évacuer par les Anglais des fortifications où il serait plus sûr de les voir que de risquer de les laisser occuper un jour par des parachutistes russes.

Au milieu de toutes les difficultés que suscitait notre initiative, les journaux officieux de Paris ont cherché à réchauffer l'enthousiasme populaire en relançant, à propos de Nasser le thème éculé de la guerre des Démocraties contre la Dictature. Il n'y a pas de mensonge plus grossier. Le conflit n'est pas entre démocratie et dictature, mais entre clans démocratiques (ou maçonniques, car chacun de ces clans jouit de l'appui d'un groupe maçonnique). Le malheur veut que le clan franco-

anglais soit une petite minorité en face de celui que l'Amérique fait manœuvrer à l'O.N.U. ; elle nous l'a rudement laissé sentir le jour où nous avons occupé Port-Saïd.

La réalité de cette situation explique les divisions qui se sont manifestées au sein du ministère anglais, divisions qui, devant la réaction américaine et la dangereuse menace soviétique, nous ont fait déclencher l'attaque de Port-Saïd trop tard et nous ont fait arrêter les hostilités au moment où elles avaient des chances de bouleverser la situation à notre profit.

La facilité avec laquelle les troupes israéliennes ont écrasé les troupes égyptiennes a, tout d'abord, provoqué à Tel Aviv un mouvement d'euphorie : la guerre préventive paraissait payante et l'Etat d'Israël avait l'impression de s'être mis pour longtemps à l'abri d'une attaque arabe, d'où qu'elle vînt. *La terre retrouvée* du 31 octobre allait même jusqu'à écrire : « La fermeté d'Israël a empêché jusqu'ici le putsch irakien en Transjordanie ». Les semaines suivantes, elle déclarait : « Quarante mille Egyptiens ont été battus » et elle énumérait avec complaisance le matériel soviétique, anglais, américain et français (ce qui dénotait un tact exquis) trouvé dans la péninsule du Sinaï : mille véhicules, 300 chars d'assaut, 70.000 pneus, 7.000 tonnes de munitions, deux millions de draps, un million de couvertures, 50 bombardiers à réaction, 100 chasseurs à réactions, près de 500 canons de divers calibres. L'importance de cet armement était, d'ailleurs, impressionnante et semblait justifier la décision des dirigeants israéliens, mais ces derniers sentirent vite que des difficultés politiques allaient surgir et qu'il convenait de s'assurer le concours d'alliés fidèles.

Il ne fallait pas compter sur l'Angleterre, beaucoup plus disposée à rechercher l'amitié arabe qu'à s'appuyer sur une nation qui n'a pas de grande richesse à offrir (pétrole ou autre) et lui a causé depuis 1939 de telles difficultés qu'elle a préféré renoncer au mandat sur la Palestine et laisser le Président Truman donner son indépendance au « Foyer » juif. D'ailleurs, la tradition du *Colonial office* est résolument pro-arabe et antisémite ; c'est une position quasi inébranlable avec laquelle tous les ministres anglais sont obligés de compter.

Restait la France.

Dès le 23 octobre, la Fédération sioniste de France avait organisé salle Wagram, une importante manifestation présidée par André Blumel, qui avait déclaré : « Le conflit de Suez n'est pas seulement un problème israélien, c'est un problème pour le monde entier et plus particulièrement pour le monde occidental et la France. Ce n'est pas seulement un problème

économique, car la dictature militaire égyptienne est une menace directe et pour Israël et pour la France et pour la paix du monde : « Divers orateurs s'étaient succédés à la tribune : Pierre Dreyfus-Schmidt, député progressiste, Georges Altman, rédacteur en chef de *Franc-Tireur*, Diomède Catroux, ancien ministre, président de l'Association France-Israël, Jacques Piette, député socialiste, secrétaire général du groupe parlementaire d'Amitié France-Israël, Léon Hamon, sénateur de la Seine, Edouard Depreux, ancien ministre. Tous avaient proclamé leur amitié pour Israël. « La France, avait dit Edouard Depreux, sera fidèle à elle-même dans la mesure où elle aidera ses amis, ses frères israéliens, ce vaillant Etat qui mérite vraiment l'immortalité ». « Je souhaite une alliance entre la France et Israël », avait conclu Jacques Soustelle.

A la fin de novembre, une réunion du même genre fut organisée à la salle Pleyel par le comité « Alliance France-Israël » sous la présidence de Rachline, ancien commissaire de la République. Y prirent la parole Pierre André, Alfred Coste-Floret, Jacques Soustelle, députés, Fraenkel, vice-président de la Fédération sioniste de France, Gutkin, secrétaire général des anciens combattants juifs, Friedrich et Haïnlandau, députés israéliens.

Les mêmes thèmes y furent repris. Ils n'ont pas amené une alliance formelle entre la France et Israël, mais ils se sont assez imposés à l'esprit de nos hommes politiques pour qu'à l'O.N.U., le 21 janvier notamment, les délégués français aient trouvé moyen d'isoler la France et de mêler leurs bulletins de vote à ceux des Israéliens, alors que les Anglais n'hésitaient pas à condamner Israël pour n'avoir pas évacué les territoires conquis. Nos délégués ne devraient pas oublier que la France est une grande puissance arabe et qu'elle ne saurait se poser en ennemie des Arabes dont elle gouverne une fraction importante.

Israël craint de voir les Egyptiens reprendre le blocus du canal de Suez et a cherché à rester dans le sud de la péninsule du Sinaï de façon à faciliter le passage de bateaux dans le golfe d'Akaba, transit qui deviendrait très important si le pétrole du golfe Persique pouvait ensuite être acheminé par un pipe-line que les Israéliens se proposent de construire entre Elath et Haïfa avec de l'argent et des techniciens français.

Avant d'ouvrir des crédits importants nous devrions réfléchir quelque peu : par suite de l'abandon des fortifications de Suez cette zone est devenue extrêmement vulnérable. En temps de guerre, elle serait de toutes façons, infranchissable. Peut-

être aurions-nous intérêt à placer notre argent dans la construction de grands tankers et dans l'équipement de nos ports pour les recevoir car la route du Cap risque d'être la seule utilisable dès l'ouverture d'une crise.

Donc, nous sommes les seuls amis d'Israël qui s'est aperçu très vite de sa solitude. Dès le 16 novembre, *The Jewish Chronicle* consacrait un article de première page au découragement qui régnait en Israël ; l'impression grandissante d'isolement s'y marquait fâcheusement.

Dans les pays anglo-saxons où les Israélites jouissent traditionnellement d'une grosse influence, ils sentaient l'opinion braquée contre la politique d'Israël. Aux Etats-Unis, les journaux dirigés par des juifs ont dû se montrer assez réservés pour éviter des réactions. Devant le péril, sionistes et non-sionistes ont fait des dons plus importants que les années précédentes aux organismes d'aide à Israël. En Grande-Bretagne, Barnett Janner, qui interpelle le ministère dès qu'un Israélite d'Allemagne ou d'Autriche a une plainte à formuler et réclame presque chaque mois l'intervention des ambassadeurs d'Angleterre, a dû se défendre contre une demande d'exclusion des organisations sionistes parce que la discipline du Parti travailliste l'avait obligé à condamner par son vote le pays de ses rêves.

Très vite, les Israéliens isolés et déçus se sont inquiétés des réactions égyptiennes. Elles étaient, cependant, à prévoir : 30.000 juifs dans des camps de concentration ; 7.000 expulsés ; leurs biens saisis naturellement.

Cependant, l'O.N.U. demandait l'évacuation totale et inconditionnelle de la péninsule du Sinaï. Devant la réaction israélienne, les plans succédèrent aux plans, comme toujours dans cette assemblée où rapports et plans sont présentés à une cadence vertigineuse sans que personne ne songe à s'en préoccuper. L'un des moins défavorables fut le plan canadien de neutralisation des zones de Gaza et d'Akaba, après évacuation du territoire égyptien par Israël. Très pessimiste, *La Terre retrouvée*, prétendait, le 1er février, que le Département d'Etat allait interdire aux citoyens juifs américains d'envoyer des fonds en Israël et faire pression sur Bonn pour que le paiement des réparations allemandes soit suspendu si le gouvernement de Tel Aviv se montrait intransigeant.

Ces discussions avaient laissé le temps au Président Eisenhower de réfléchir qu'en prenant aussi nettement position contre la France et l'Angleterre, il avait gravement compromis l'alliance atlantique sans garder les faveurs de son protégé

du Caire. Ce n'est pas impunément qu'on donne le pouvoir à un despote même « éclairé ».

Au début de décembre, le Président déclarait donc que la nécessité s'imposait de reconstruire l'alliance atlantique en face de la menace russe croissante. Mais il fallait, en même temps, regagner la bonne volonté des Arabes et réaffirmer le principe que les nations devraient s'en tenir à la diplomatie et éviter le recours à la force pour le règlement des problèmes internationaux. A cet égard, le réarmement de la Syrie paraissait inquiétant. Les Etats-Unis considéraient comme de la plus haute gravité l'éventualité d'un mouvement hostile contre l'Iran, l'Irak, la Turquie et le Pakistan. Pour conclure, le Pt Eisenhower promettait aux alliés de leur envoyer du pétrole afin de les apaiser.

Cette première déclaration préparait celle qu'il fit un mois plus tard et que l'on a appelée la doctrine Eisenhower.

En réalité, le mot de doctrine est abusif. Aucun passage de cette déclaration ne contient un élément doctrinal. C'est un plan assez vague et dont les chances de succès n'auraient pas impressionné les Russes s'ils n'avaient senti la ferme résolution américaine d'empêcher à tout prix l'invasion du Moyen-Orient et d'avoir les moyens de rendre coup pour coup sur le champ, sans attendre un vote toujours aléatoire du Congrès.

Le Président assura que son objectif restait la paix basée sur la justice.

Il voyait dans les Nations Unies le protecteur naturel des petites nations, mais comme les Soviets avaient fait preuve d'une indifférence complète devant certaines recommandations de l'O.N.U. et qu'on ne pouvait tout à fait compter sur cette dernière pour défendre la liberté lorsque les ambitions de l'U.R.S.S. étaient en cause, il proposait de fournir aux intéressés une assistance économique, militaire et, le cas échéant, des troupes américaines.

Le général Eisenhower promettait qu'il n'utiliserait pas les troupes à moins que la nation attaquée n'en manifestât le désir.

« Le plus grand risque, ajoutait-il, est que d'ambitieux despotes fassent une erreur de calcul. Je suis convaincu que la meilleure assurance contre cette dangereuse éventualité est de manisfester clairement notre détermination de coopérer complètement et librement avec nos amis du Moyen-Orient. »

« Nous recherchons la paix et non la violence. »

L'avertissement était clair. Il paraît avoir porté, puisqu'à la suite de l'échec des Afro-Asiatiques à l'O.N.U. dans l'affaire

d'Algérie, Chépilov, agitateur spécialisé du Moyen-Orient, a été remplacé aux Affaires étrangères par Gromyko. C'est heureux, car le point faible de ce plan est que la nation attaquée soit invitée à solliciter l'aide des Etats-Unis. Son gouvernement risque d'être gagné par la propagande à la cause soviétique, de ne pas considérer une invasion comme une attaque et de ne pas demander le secours des troupes américaines.

C'est, du moins, ce qu'ont répondu certains critiques à la déclaration présidentielle.

Celle-ci a, au moins, produit un effet immédiat : Au début de février, Ibn Séoud pensa que le moment était venu de demander de l'argent. Ce roi, à qui les compagnies pétrolières versent déjà d'énormes mensualités, voulait pour 250 millions de dollars de matériel militaire, dont 300 avions à réaction. M. Eisenhower n'était pas fâché de se servir de lui contre Nasser qui l'avait déçu ; il réduisit cependant ses exorbitantes prétentions et les deux interlocuteurs se séparèrent satisfaits, bien qu'Ibn Séoud ait montré un trop grand désir de voir détruire Israël.

En réalité, Israël est le grand vaincu du conflit de Suez. Il a réussi à s'isoler et avoir contre lui toutes les puissances, grandes et petites, la France exceptée ; ce qui, nous regrettons de le constater, en l'occurence, était peu de chose.

Ses dirigeants ont trop compté sur l'appui des Israélites des pays anglo-saxons. « Il va sans dire, a déclaré *la Terre retrouvée*, le 15 février 1957, que dans cette conjoncture nouvelle et brutale, Israël aura besoin de son allié inconditionnel, *le peuple juif dans le monde*, pour assurer l'indépendance des 100.000 immigrants attendus en 1957. »

Or, les cinq millions de Juifs des Etats-Unis, si influents qu'ils soient, n'ont rien pu contre les grands intérêts pétroliers et la nécessité où se trouve le Pt Eisenhower de faire rentrer les agresseurs dans le rang s'ils veut que sa doctrine garde une valeur aux yeux des Arabes et lui permette de conserver le rôle de protecteur du Moyen-Orient qu'il prétend assumer.

Manifestation de masses juives à Madison Square Garden, mobilisation des chefs des partis représentés au Congrès de Washington et de la presse du monde occidental, tout a été vain. Tout ce que le Pt Eisenhower a pu éviter à Israël a été le vote de sanctions par l'O.N.U., mais, en fin de compte, M. Foster Dulles et lui ont impitoyablement suivi leur plan et Ben Gourion qui, paraît-il, disait « non » à la « capitulation » le 2 mars, a dû, le lendemain, annoncer l'évacuation de Gaza et d'Akaba.

Georges OLLIVIER.

CHRONIQUE DU MOIS

La crise espagnole

L'évolution récente de la situation politique espagnole a fait l'objet, dans presque toute la presse française, de commentaires dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ont quelque peu manqué d'objectivité et de mesure.

Toutefois, s'il nous paraît excessif de considérer, comme n'ont pas hésité à le faire des journaux comme **l'Express, Demain,** et **France-Observateur,** les événements de ces derniers mois comme les signes annonciateurs d'une crise qui pourrait rapidement aboutir à l'écroulement du régime franquiste, nous pensons qu'étant donné le contexte politique et économique dans lequel ils s'inscrivent, il serait imprudent d'en méconnaître la signification.

Ces événements ont en effet montré la persistance et l'étendue du malaise qui règne en Espagne depuis plus d'un an, malaise dont nous avions brièvement analysé les raisons dans notre chronique de novembre 1956. Nous avions, en particulier, exposé dans cette chronique, les grandes lignes de l'important projet de réforme constitutionnelle que l'on prêtait alors au général Franco, l'intention de faire rapidement approuver par les Cortès. Ce projet, motivé, selon toute apparence, par le souci du Caudillo d'assurer avec le minimum de heurts l'évolution du régime actuel, soit, éventualité la plus probable, vers une monarchie autoritaire d'inspiration sociale-chrétienne, soit en cas de rupture avec Don Juan de Bourbon, vers une République de style portugais, semblait, dans cette perspective, répondre à une triple préoccupation du chef de l'Etat espagnol :

— mettre fin aux divisions actuelles des forces du régime et à la tension politique de plus en plus aigüe qui en résulte,

— Assurer la Phalange contre les conséquences possibles de la restauration monarchique en garantissant constitutionnellement son rôle politique et son influence idéologique,

— rétablir le contact avec l'opinion publique en l'associant davantage qu'autrefois, quoique d'une manière encore très indirecte et restreinte, à l'action gouvernementale.

Il comportait, rappelons-le, deux lois fondamentales, à l'élaboration desquelles M. de Arrese, ministre-secrétaire de la Phalange avait, disait-on, pris une part prépondérante.

La première instituait un « Mouvement national » ouvert à tous les Espagnols qui adhèrent aux principes fondamentaux du « movimiento » de 1936 et susceptible par conséquent de grouper toutes les forces politiques et sociales actuelles du régime :

Phalange, monarchistes, démocrates chrétiens, syndicats, puisqu'elles se réclament toutes, officiellement, de ces principes.

Elle prévoyait que le Mouvement serait dirigé par un conseil national dont plusieurs membres devaient êtres élus par les adhérents.

La deuxième loi fondamentale dissociait les fonctions de Chef de l'Etat et de Chef du Gouvernement cumulées depuis vingt ans par le général Franco et disposait que le Chef du Gouvernement nommé par le Chef de l'Etat pour une durée de cinq ans serait responsable vis-à-vis de lui et vis-à-vis du conseil national du mouvement qui aurait un droit de censure à son égard et pourrait après trois censures consécutives, le contraindre à se démettre.

Ce projet assez surprenant à première vue puisqu'il tendait à la fois à substituer le système du parti unique au système actuel de pluralité, sinon des partis, du moins des tendances politiques et à atténuer le caractère autoritaire du régime en instituant un contrôle restreint de l'opinion publique sur le Gouvernement, suscita immédiatement une très vive hostilité dans les milieux monarchistes et catholiques ainsi que dans l'armée.

Le principal grief de ces milieux contre les deux projets de lois fondamentales était qu'ils auraient comme résultat de consacrer la prédominance politique et idéologique de la Phalange, dont le Mouvement national ne constituait à leurs yeux qu'une version élargie, en faisant de son conseil national une véritable oligarchie plaçant l'Etat sous sa tutelle.

Le comte de Vallellano, ministre des travaux publics, principal représentant des monarchistes au sein du gouvernement exprima dans une lettre adressée à M. de Arrèse son opposition de principe, tandis qu'une « Junte nationale d'action patriotique », groupant des éléments monarchistes et de l'Action catholique, adressait une requête au cardinal Pla y Deniel, Primat d'Espagne, pour qu'il intervienne auprès du général Franco pour le faire renoncer à ces projets.

De leur côté, certains éléments de la Phalange, en particulier ceux qui dans les syndicats et dans l'université n'ont jamais caché leur hostilité à la restauration de la monarchie, n'étaient pas sans faire de sérieuses réserves sur les projets inspirés par M. de Arrese, considérant que le « Mouvement national » conduirait en fait à l'absorption de la Phalange et à sa neutralisation par les forces les plus conservatrices du régime.

L'opposition résolue de ses ministres monarchistes et catholiques, ainsi que celle de l'Eglise et d'une partie de l'armée incita donc le général Franco vers la fin de l'année dernière, à différer, malgré l'insistance de M. de Arrèse, la réalisation de la réforme constitutionnelle, ce qui provoqua la démission du ministre de la Phalange avec lequel se solidarisèrent les autres ministres du « Mouvement » MM. Cavestany, Rubio et Giron.

La crise politique ouverte par cette démission s'avérait d'autant plus difficile à résoudre qu'elle s'accompagne d'une crise économique et financière extrêmement inquiétante susceptible de déclencher, en particulier en Catalogne et dans le pays basque, des troubles sociaux qui pourraient être d'autant plus graves que le régime a donné, depuis un an, des signes nombreux de vieillissement et d'usure.

Placé devant le dilemme, ou bien accepter la démission de M. de Arrese et former un nouveau gouvernement sans la Phalange, ou bien promulguer les deux lois fondamentales en passant outre à l'opposition des monarchistes, de l'Eglise et de l'armée, au risque dans les deux cas, de provoquer une crise du régime en bouleversant l'équilibre traditionnel des forces sur lesquelles il s'appuie, le général Franco n'a pas voulu s'y laisser enfermer.

Il a préféré, une fois de plus, pour résoudre la nouvelle crise née de l'antagonisme entre la Phalange et ses adversaires monarchistes et démocrates - chrétiens, user de l'autorité incontestable et d'ailleurs incontestée dont il continue à jouir en raison même des contradictions politiques et idéologiques de la coalition hétérogène avec laquelle il gouverne l'Espagne depuis vingt ans, pour jouer son rôle d'arbitre souverain entre les diverses tendances de cette coalition et leur imposer une solution de détente et de compromis. Détente et compromis c'est bien en effet le double souci qui a inspiré le Caudillo lorsqu'il a pris, il y a quelques semaines, la décision de démissionner tous ses ministres et de former un nouveau gouvernement dont ne font pas partie, à l'exception de M. de Arrese les ministres catholiques monarchistes et phalangistes qui s'étaient le plus vivement opposés à propos de la réforme constitutionnelle mais qui, avec quelques hommes nouveaux, respecte strictement l'équilibre entre les diverses tendances.

Il nous paraît en effet faux de dire, comme l'ont fait certains commentateurs, que le remaniement du cabinet espagnol s'est traduit par une progression des monarchistes et un recul de la Phalange.

Si celle-ci perd le ministère de l'agriculture, elle conserve l'important ministère du Travail où l'effort accompli par M. Antonio Giron, à travers toutes sortes de difficultés, pour l'amélioration de la condition ouvrière sera poursuivi par M. Sanz Orrio, ancien délégué national des syndicats. Elle se voit d'autre part confier la charge d'un nouveau ministère celui du logement, dont elle réclamait la création depuis longtemps. M. de Arrese, son titulaire, pourra, en donnant une nouvelle impulsion au programme de logements ouvriers à très bas loyers entrepris il y a quelques années avec des moyens insuffisants par l'œuvre syndicale du logement, s'acquérir une solide popularité, dont par contre-coup la phalange bénéficiera, parmi les ouvriers qui vivent

actuellement dans les « zones » effroyables de Madrid et de Barcelone.

Enfin la nomination de M. Jose Solis Ruiz, le jeune, dynamique et ambitieux délégué national des syndicats au poste de ministre-secrétaire général de la Phalange, est un succès considérable pour l'aile gauche socialiste et républicaine du « Mouvement ». Elle fait heureusement contre-poids au renforcement indéniable de l'influence de l'armée traditionnellement conservatrice et favorable à la Restauration. Elle rend plus étroite l'union des syndicats et de la Phalange à laquelle, comme le laisse présager le discours radiodiffusé prononcé par M. Solis le mois dernier, elle donnera une impulsion plus à gauche. Face aux oligarchies industrielles et bancaires qui contrôlent encore, malgré un développement important des entreprises contrôlées par l'Etat, l'économie espagnole, la Phalange pourra, sous la direction de M. Solis, s'affirmer de plus en plus comme le représentant des neuf millions d'adhérents des syndicats.

Inspiré par un souci de détente et de compromis le remaniement ministériel opéré par le général Franco ne remédie pas, en revanche, à la cause profonde du malaise politique espagnol provoqué par les divergences de vues apparemment insurmontables qui séparent Phalangistes, monarchistes et catholiques de « l'Opus Dei » ou de l'Action catholique, sur les institutions futures de l'Espagne. Sans doute le Général Franco a-t-il dans une interview accordée le mois dernier au **New-York Times** laissé entendre que le peuple espagnol serait prochainement appelé à approuver ce qui reste à faire en matière constitutionnelle, mais il n'en a pas dit davantage et il semble bien que les projets de lois fondamentales qui furent à l'origine de la crise aient été définitivement abandonnés.

On peut craindre que, prisonnier des contradictions d'un régime dont il n'est pas parvenu, après vingt ans, à fondre les éléments dans une formation homogène, le Caudillo ne puisse avant sa mort trouver, malgré son habileté, une solution heureuse au problème posé par sa succession et que l'Espagne ne connaisse après Franco des jours troublés.

L'Argentine sans Peron

Plus d'un an et demi après la révolution militaire qui mit fin au régime péroniste, l'Argentine continue à être plongée dans la plus extrême confusion et on peut actuellement difficilement prévoir le moment où la situation politique et sociale y redeviendra normale. Les « libérateurs », car c'est ainsi que certains journaux appellent ironiquement les nouveaux maîtres du pays, semblent peu pressés de céder la place à des gouvernants issus d'une consultation populaire dont on peut affirmer sans grand risque d'erreur, qu'elle aurait pour effet de balayer, tant est énorme leur impopularité, les hommes qui ont accédé au pouvoir après la révolution « démocratique » d'octobre 1955. Aussi tous les moyens leur sont-ils bons pour repousser indéfiniment cette consultation. C'est ainsi qu'il y a quelques semaines le gouvernement provisoire a fait grand bruit autour d'un « complot » militaire « péroniste » le nième depuis dix-huit mois, complot dont ses adversaires ont affirmé qu'il avait été monté de toutes pièces par des agents provocateurs. Chacun s'attend à ce que le Général Aramburu qui avait annoncé à la fin de février l'élection d'une constituante pour juillet prenne prétexte de ce dernier « complot » et de la précarité de l'ordre intérieur pour repousser sine die les élections prévues pour l'été (1). Il est de fait que la situation en Argentine est, c'est le moins que l'on puisse dire, extrêmement tendue sur le plan social et quasi chaotique sur le plan politique et que les « libérateurs » ne sont jusqu'à maintenant parvenus à maintenir péniblement leur autorité et un minimum d'ordre dans le pays qu'en procédant à des arrestations continuelles dans les milieux suspectés de péronisme ou de néo-péronisme et en réprimant avec vigueur toutes les manifestations de mécontentement de la classe ouvrière. Le gouvernement insurrectionnel ne bénéficie en effet d'aucun appui de la part des masses populaires qui, depuis la chute de Péron sont restées obstinément silencieuses, évitant de se livrer à des démonstrations spectaculaires de caractère politique qui auraient offert un prétexte commode à la répression. Celle-ci aurait été d'autant plus rapide et efficace que Péron ayant renoncé au dernier moment à armer des milices ouvrières, les ouvriers ne peuvent opposer aucune résistance sérieuse à l'armée. Grèves frappant les secteurs clefs de l'économie (frigorifiques, chemins de fer, ports, mines et métallurgie), sabotages, travail au ralenti expriment cependant la sourde colère des masses populaires vaincues mais non matées par les

(1) Au moment où nous mettons sous presse nous apprenons que le gouvernement argentin vient de décider de repousser les élections à février 1958.

« libérateurs » et dont ni la mise en tutelle des syndicats par des contrôleurs nommés par l'Etat, et la déportation de leurs dirigeants, ni les mesures de coercition prises pour briser les grèves (les cheminots travaillaient il y a quelques semaines encore en vertu d'ordres de réquisition (n'ont pu venir à bout de la résistance.

La mise au pas des syndicats dont tous les observateurs s'accordent pour dire qu'elle constitue, avec l'amélioration d'une situation économique désastreuse qui se traduit par une hausse vertigineuse des prix, le principal obstacle à une normalisation de la situation, a d'ailleurs donné lieu à de nombreux scandales dont le dernier en date est celui qui s'est produit au syndicat de l'industrie pétrolière dont le contrôleur a été arrêté à la suite d'importants détournements de fonds.

Au même titre que des élections générales, la libération des prisonniers politiques et syndicalistes, l'amnistie et le blocage des prix, la restitution des syndicats aux dirigeants ouvriers constitue la revendication urgente du peuple argentin.

Sur le plan politique, la confusion va en grandissant. La rivalité entre l'armée de terre, où le mécontentement grandit parmi les officiers originaires de la petite bourgeoisie qui avaient soutenu Peron durant de longues années, l'aviation et la marine ne cesse de croître. Cette dernière émanation des grands propriétaires fonciers traditionnellement anglophiles et qui joua un rôle décisif dans la chute de Peron est accusée par les chefs de l'aviation de soutenir une politique conduisant à livrer l'économie argentine au colonialisme britannique et au démantèlement de l'industrie nationale. La même réaction nationaliste anti britannique et anti yankee se fait jour dans l'armée de terre. C'est elle qui a contraint le contre amiral Olivieri, ex-ministre de Peron et représentant argentin aux Nations-Unies à abandonner son poste.

L'incapacité du gouvernement Aramburu à redresser la situation financière est attaquée jusque dans les milieux ultra-conservateurs qui avaient jusqu'alors soutenu les « libérateurs ». On a beaucoup remarqué à cet égard un éditorial de la **Prensa,** dont le richissime propriétaire M. Gainza Paz fut un des ennemis les plus acharnés de Péron, critiquant assez sévèrement le projet de budget de 1957 et s'élevant contre l'anarchie qui règne dans les provinces.

La scission du parti radical, parti de la bourgeoisie industrielle et commerçante qui, ayant été à peu près le seul à résister à la vague péroniste fut par suite le principal bénéficiaire de son reflux et la multiplication des « forces nouvelles » dont le Parti démocrate-chrétien, le Centre populaire de Mario Amadeo, l'Union populaire (néo-peroniste) de Bramuglia et les travaillistes de droite de Cipriano Reyes (autrefois archi-peroniste, qui après un séjour en prison s'est retrouvé lui aussi

« libérateur », semblent des plus agissantes, sont loin de clarifier la situation. On aura une idée de la perplexité qui sera celle des électeurs argentins si Pedro Aramburu tient ses promesses quand on saura que trente-sept nouveaux partis ont été déclarés ces derniers mois à Buenos-Aires.

Tous ces groupes sont évidemment très avides de conquérir les faveurs de l'énorme masse des électeurs péronistes. Arturo Frondizi et les radicaux de gauche semblent parmi les mieux placés parce que leur programme est le seul à avoir un contenu social susceptible d'attirer les « descamisados » mais il n'est pas dit que le parti communiste dont la cour d'appel spéciale de Buenos-Aires a récemment reconnu la légalité et dont l'influence grandit dans l'Université — le recteur actuel de l'Université de Buenos-Aires fut candidat aux élections de 1946 avec les communistes — ne ralliera pas la majorité d'entre eux fournissant ainsi à la Junte militaire réactionnaire qui gouverne le pays une raison péremptoire de mater l'opposition populaire et de prolonger indéfiniment son règne pour le plus grand profit de l'oligarchie que ne sut pas détruire Peron.

Y-a-t-il une « affaire Speidel » ?

C'est la question que posait il y a quelques semaines dans une lettre au directeur du **Monde**, M. René Lauret, à propos de la campagne déclenchée par le parti communiste avec quelques complicités juives et gaullistes à la suite de la nomination par l'OTAN et avec l'agrément du Gouvernement français, du Général Speidel au commandement des forces terrestres du « Centre-Europe ».

On sait que cette campagne, qui semble jusqu'à maintenant n'avoir rencontré que peu d'échos dans l'opinion, et c'est un fait dont il faut se réjouir, a suscité les vives protestations de plusieurs personnalités connues à la fois pour leur passé de résistance et leur attachement à l'idée européenne parmi lesquelles MM. Henry Frenay, René Pleven, Claudius Petit, André Frossard, le Prince Xavier de Bourbon-Parme et le Général Béthouart.

De son côté, M. René Lauret, germaniste réputé, a adressé au **Monde** une lettre exprimant son étonnement devant la faiblesse des arguments utilisés, dans les colonnes du même journal, par MM. Debû-Bridel et Kahn contre le général Speidel. Le ton de cette lettre nous a paru si juste et son argumentation si pertinente que nous avons tenu à en reproduire d'importants extraits pour ceux de nos lecteurs qui n'en auraient pas eu connaissance.

A propos des soi-disant « révélations » faites par M. Debû-Bridel sur le rôle joué par le général Speidel en France sous l'occupation, M. René Lauret écrivait :

« Des hommes comme M. Debû-Bridel croient l'écraser de leurs révélations, précisant certaines fonctions qu'il aurait remplies à certains moments pendant la guerre. Un général allemand était un général allemand, c'est-à-dire d'un pays en guerre avec la France. Il devait remplir les fonctions qui lui étaient assignées, obéir aux ordres de ses supérieurs. Il aurait participé à l'organisation des représailles en France ? Si douloureuses qu'elles aient pu être pour le peuple français, oublie-t-on qu'à la suite de certains actes elles étaient inévitables ? Un pays occupé, si sa population agit contre l'armée occupante, est toujours exposé à des représailles. Il en a toujours été ainsi, il en sera toujours ainsi tant qu'il y aura des guerres. »

Répondant un peu plus loin à M. Emile Kahn, qui réclamait une « Allemagne démocratique et sans armes », M. Lauret poursuivait ainsi :

« Puisque la Ligue des droits de l'homme se réfère volontiers aux grands ancêtres de 89, faut-il rappeler qu'un de leurs premiers gestes fut de courir aux armes ? La chose, dira-t-on, était alors nécessaire. L'est-elle moins aujourd'hui, alors que deux cents divisions soviétiques, qui sont bien là, font face à douze divisions allemandes, qui n'existent pas encore ? Mais les grands ancêtres ne faisaient pas tant de façons que leurs descendants, s'l est vrai que quelques mois avant Valmy le duc de Brunswick, avant d'être à la tête de l'armée prussienne, s'était vu offrir par le ministre français de la guerre le commandement des troupes révolutionnaires.

M. Emile Kahn évoque la mémoire de son ami Helmuth von Gerlach. J'ai bien connu ce vieil aristocrate prussien, « quarante-huitard » à retardement. C'était un journaliste plein d'esprit et de verve, un homme généreux d'une délicieuse naïveté. Mais la cohorte qui l'entourait ne représentait qu'une toute petite partie de l'Allemagne. M. Kahn croit-il sérieusement que l'entente franco-allemande puisse se faire autour de deux groupes minuscules qui se tendraient la main par-dessus les frontières ? Qu'ils entretiennent les meilleures relations, c'est parfait, et c'est sans doute ce qu'ils peuvent faire de mieux, mais qu'ils ne se prennent pas l'un et l'autre pour la France et pour l'Allemagne. Empruntant à Barrès un mot célèbre, nous dirons que la France, pour opérer ce rapprochement, n'a pas trop de toutes ses « familles spirituelles ». Il lui faut non seulement la Ligue des droits de l'homme, mais les socialistes et les catholiques, les libéraux et les conservateurs, et même — pourquoi pas ? — les nationalistes. Il ne manque pas de nationalistes, en Allemagne aussi bien qu'en France, partisans d'une entente entre les

deux pays. Faut-il croire que certains hommes de gauche aspireraient à prendre leur relève comme « mangeurs de Boches » ? Ce serait aussi ridicule que déplorable. »

Admirons le bon sens et l'admirable honnêteté des propos de M. Lauret. Ces qualités sont devenues trop rares chez les universitaires français pour que nous les saluions pas comme elles le méritent.

Un syndicat de la presse de l'opposition

Dans un très remarquable article intitulé : « Une presse d'opposition est-elle possible ? », paru le mois dernier dans **La Nation française,** M. Jules Monnerot constatait que les journaux de l'opposition au régime ne sont jamais cités à la radiodiffusion française et que ce silence systématique, forme la plus hypocrite d'une censure qui n'ose pas dire son nom, montrait à quel point le régime, malgré les principes dont il se réclame, n'admet pas de véritable opposition.

Cette constatation a incité M. Monnerot à faire une proposition qui nous paraît tout-à-fait concrète et réalisable et à laquelle nous nous rallions d'autant plus volontiers qu'elle pourrait avoir, en dehors de l'objectif immédiat que s'est fixé son auteur, de très heureuses conséquences pour l'avenir politique de l'opposition. Mais laissons la plume à M. Monnerot :

« Je propose la formation d'un syndicat des périodiques non cités à la Radio. Il suffit aux hommes pour s'associer d'avoir un intérêt commun, de subir un dommage identique... Pourquoi — la matière me paraît aussi syndicale qu'une autre — n'y aurait-il pas un syndicat des périodiques non cités à la radio ?

Il lui faut un programme ? Qu'à cela ne tienne ! Qu'on dépêche, suivant une pratique éprouvée, une délégation au ministre ; qu'il constate que tant *d'hebdomadaires, ayant* tant de *dizaines de milliers de lecteurs n'ont pas été cités* une seule fois *à la radio ; et que ce* déni de publicité *contraire aux principes de liberté et d'égalité, dont se réclame le régime, se traduit par un dommage financier qu'en notre époque de haute statistique il n'est nullement impossible de faire évaluer par des experts.*

« Nous demandons à monsieur le Ministre quelle est l'explication de ce fait, constaté suivant toutes les règles de la méthode historique. Sur quel critère communicable, sinon sur quel règlement, se fonde cette exclusion ? Nous nous sommes tournés vers les prophètes, et nous n'avons rien vu. Si c'est de la publicité payante nous paierons...

Ce que nous proposons ? Une règle — « démocratique » à souhait — fondée sur le fait que toutes les opinions réellement

émises sur un problème politique grave doivent être portées à la connaissance des auditeurs, ce qui implique qu'on ne répètera pas la même opinion sous prétexte que l'Humanité *l'a exprimée et* Libération *aussi, mais qu'on mentionnera toutes celles qui ont été exprimées...*

Un syndicat des périodiques d'opposition ? On me dira que je perds mon temps. Les différents états-majors de ces périodiques ne manquent point de préventions les uns contre les autres. Ils n'entreprendront jamais rien en commun. Mais ceux qui à la Radio les tuent symboliquement chaque semaine, par la censure, comptent sur ces préventions réciproques pour les liquider réellement un à un. Que nos confrères se souviennent. C'est à la fois un impératif de survie et une tradition politique : les bonapartistes, les républicains et les constitutionnels libéraux, sous la Restauration, se sont unis contre le pouvoir. Légitimistes, républicains et bonapartistes ont coopéré contre Louis-Philippe. Orléanistes, légitimistes et républicains contre Napoléon III. Pour former cette union défensive nous n'avons besoin d'avoir ni les mêmes principes ni les mêmes valeurs ni le même passé ni les mêmes amitiés. Pourquoi, gaulliste, poursuivrais-je d'une haine tenace les anciens « vichystes » ou « doriotistes », alors que des spécimens de trois espèces unis à l'intérieur d'un même système ont cyniquement sacrifié leurs ex-coreligionnaires à leurs nouveaux associés ? *L'idée de continuer à jouer aux Armagnacs et aux Bourguignons de la dernière fois m'écœure de plus en plus.*

Difficultés et convoitises de l'Empire « fortuné »

M. Mehdi Ben Barka, membre du Comité directeur de l'Istiqlal, dont il anime l'aile gauche marxisante, et président de l'Assemblée Nationale Consultative Marocaine a fait au **Monde**, le 13 mars, des déclarations qu'il nous a paru intéressant de commenter dans la mesure où elle permettent de faire le point de l'évolution de la politique chérifienne et de la situation actuelle du Maroc.

Répondant tout d'abord à la question qui lui était posée sur les perspectives ouvertes selon lui, dans les circonstances actuelles, aux rapports de la France et du Maroc. M. Ben Barka a affirmé que depuis la réalisation de l'indépendance, les nationalistes marocains n'avaient cessé de faire un effort pour « abandonner un certain complexe qui accompagne toujours les mouvements de libération » et qu'il aurait souhaité pouvoir constater un effort équivalent du côté français où, a-t-il précisé,

certains milieux ne semblent pas vouloir accepter les conséquences logiques de la politique libérale inaugurée au Maroc et en Tunisie.

En ce qui concerne l'effort accompli pour surmonter le « complexe » dont parle M. Ben Barka et dont nous lui accorderons qu'il était en effet inévitable, il semble qu'il y ait encore beaucoup à faire si l'on en juge d'après un récent article paru dans **Ar Raï El Amm,** quotidien du P.D.I., injuriant grossièrement l'armée française, sommée d'évacuer sans délai le Maroc et allant jusqu'à écrire : « Voulez-vous que les gosses de nos quartiers lui portent son matériel au bord de la mer pour qu'elle le trouve à sa disposition lorsqu'elle s'enfuira ? Je pense plutôt que vous sauverez **ce que vous appelez l'honneur,** que vous retirerez l'épine sans faire sortir de sang et que vous replierez vos armées sur leurs bases principales : les cabarets de Montmartre ».

Quant à l'effort équivalent que le leader istiqlalien regrette de ne pouvoir constater du côté français, nous serions plutôt tentés d'estimer que le gouvernement français, loin de refuser les conséquences logiques de la politique inaugurée en 1955 a été très au-delà de cette politique en tolérant que le Maroc poursuive, en dépit de l'assistance que nous lui avons loyalement accordée dans tous les domaines, une politique tout-à-fait contraire à l'esprit et même parfois à la lettre des accords qui ont précédé et suivi la reconnaissance de son indépendance. Appui multiforme donné au F.L.N., tentative d'intervention dans la solution politique du problème algérien, encouragée il est vrai par l'action de certains ministres français et l'attitude ambigue de M. Guy Mollet, rupture des relations diplomatique après la capture de Ben Bella, vote hostile à la France à l'O.N.U., négociations occultes du Sultan à Rome et à Madrid en présence de représentants du F.L.N., en vue de la conclusion d'un pacte méditerranéen unissant le Maroc, l'**Algérie indépendante,** la Tunisie, l'Espagne, l'Italie et la Grèce avec la bénédiction de Washington et du Vatican, mais excluant notre pays et destiné à faire barrage à une politique eurafricaine : voilà comment le gouvernement marocain a montré qu'il comprenait « l'interdépendance ».

Interrogé à ce sujet par **Le Monde,** M. Ben Barka s'est plaint de ce qu'un « certain vide » politique créé délibérément autour des nouvelles autorités marocaines dans le but de faire échouer l'expérience, ait compromis dès le départ la politique d'interdépendance et de ce qu'il soit venu récemment s'y ajouter une « tendance au vide économique », résultant, nous reproduisons fidèlement les termes employés par M. Ben Barka, « d'un esprit de découragement, **voire même d'abandon,** de la part de certains français, esprit contre lequel nous-mêmes Marocains, nous luttons ».

Nous ne voyons pas très bien à quels faits le président de l'Assemblée nationale marocaine se réfère lorsqu'il parle du vide politique que la France se serait efforcée, dès le début, de créer autour du gouvernement marocain. Nous avons peine à croire que tel ait été le souci de M. André-Louis Dubois et il faudrait croire que M. Savary cachait bien son jeu. Faudrait-il au surplus tirer des propos de M. Ben Barka la conclusion que l'Istiqlal, qui contrôle pratiquement la politique intérieure marocaine depuis l'indépendance, n'est pas aussi solidement implanté qu'il le prétend dans le peuple marocain et qu'en particulier le bled berbère continue obstinément à échapper à son influence ?

Mais ne serait-ce pas plutôt l'Istiqlal qui serait responsable de ce vide politique par sa volonté d'éliminer systématiquement de la politique marocaine toute autre influence que la sienne et de ne reculer pour y parvenir devant aucun moyen : saisies de journaux, enlèvements, séquestrations arbitraires, tortures, arrestations, assassinats ? Nous n'exagérons pas. Il n'est que de lire ce que disent à ce sujet les journaux du P.D.I. et de se rappeler la protestation adressée au Sultan par M. Ouazzani il y a quelques mois.

En ce qui concerne la tendance au vide économique et les causes que lui attribue M. Ben Barka, il faut avouer que ses propos sont assez étonnants et révèlent une inconscience ou une hypocrisie tout-à-fait admirable. Les affreux massacres de Marrakech et de Meknès, les exactions de toutes sortes dont les colons français ont été victimes de la part de ces « bandes incontrôlées » dont le gouvernement chérifien se sert, nous le verrons plus loin, avec une habileté consommée, les manifestations anti-françaises dans les grands centres aux cris de : « Français dégagez ! » montrent en effet comment les nouvelles autorités marocaines luttent contre l'esprit de découragement « voire même d'abandon », de la colonie française.

Le fait est que la situation économique et financière du Maroc est loin d'être brillante, mais elle n'est nullement due, comme voudrait le faire croire M. Ben Barka à « l'esprit d'abandon » des Français parmi lesquels les départs, selon de récentes évaluations, ne dépasseraient pas 40.000 personnes, sur un total d'environ 380.000 et concerneraient d'ailleurs en majorité des fonctionnaires. Elle n'est due qu'à son absence d'autorité véritable.

Si la production minière (phosphates, fer, charbon) et pétrolière ainsi que celle d'électricité ont continué à progresser depuis 1955 et le trafic ferroviaire et portuaire à s'accroître dans une proportion équivalente (de 2 à 7 %), la construction fléchit d'une manière catastrophique (on couvre 95.000 m2 par mois contre 175.000 m2 en 1955) et la diminution (10 %) du trafic routier traduit le ralentissement de l'activité commer-

ciale d'où est résultée une baisse d'environ 15 % des rentrées budgétaires sur les bénéfices industriels et commerciaux. Les faillites et liquidations judiciaires ont progressé de 2 % de 1955 à 1956 et le chômage qui atteint 100.000 ouvriers et employés dont plus de 50.000 à Casablanca devient inquiétant. Dans le domaine agricole, on enregistre une réduction sensible des emblavements, en particulier chez les colons où elle atteint 30 % ; il faut évidemment voir là un effet de cet « esprit d'abandon » contre lequel ont si énergiquement lutté les troupes de M. Ben Barka et celles du distingué Dr Khetib. Il en résultera une baisse d'environ 15 % des recettes budgétaires correspondantes.

Le gouvernement marocain se félicite de ce que le budget de 1957 ne soit pas supérieur à celui de l'an dernier. Ce n'est nullement une manifestation de santé, bien au contraire, cette stabilité s'expliquant par le fait que la diminution très sensible des recettes (30 % en 1956) a entraîné une diminution correspondante des dépenses d'équipement. Notons au surplus que le gouvernement de Rabat avait dû l'année dernière procéder à des prélèvements exceptionnels sur les phosphates pour se procurer un supplément de trésorerie et qu'il ne lui sera guère possible d'avoir encore recours cette année à cet expédient. On compte donc sur les contribuables français pour fournir les 40 milliards que M. Bouabid a récemment demandés à M. Ramadier pour tenter d'enrayer une crise catastrophique génératrice de troubles sociaux dont les responsables marocains annoncent en toute innocence qu'il leur sera difficile d'éviter à la colonie française de subir les redoutables conséquences.

Leur situation de solliciteurs ne crée pourtant nul complexe d'infériorité chez nos interlocuteurs marocains que semble emporter, comme l'écrivait récemment Pierre Drouin, dans Le Monde, une véritable « fureur de vivre » nationale et elle ne les a pas empêchés d'émettre des revendications parfaitement insoutenables, comme le général Catroux l'a montré de façon irréfutable dans un récent article, sur la Mauritanie et le Sahara.

Interrogé sur ces revendications et sur la violente campagne engagée par Si Allal El Fassi, M. Ben Barka s'est réfugié dans une argumentation assez embarrassée touchant la nécessité de rectifier les frontières du Sud marocain et dans des généralités sur rlra liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, sontenant que la position de Si Allal El Fassi avait été exposée de façon tendancieuse à l'opinion française.

Ces revendications ont pourtant l'intérêt d'éclairer d'un jour nouveau le rôle de la mystérieuse armée de libération et il y a de fortes raisons de penser qu'elles ont un lien avec l'enlèvement du capitaine Moureau. L'avenir nous révèlera probablement la nature exacte des rapports entre le gouvernement

de Rabat et l'armée de libération. Il n'est pas certain qu'il y ait entre eux une entente en bonne et due forme et il est même possible que l'action de l'armée de libération, à laquelle les convoitises d'une importante société pétrolière américaine, la Caltex, évincée jusqu'à maintenant par la Shell des prospections sahariennes, pourraient bien n'être pas étrangères, échappe au moins partiellement au contrôle du gouvernement chérifien. Mais il n'est pas non plus interdit de penser que ce dernier, malgré son attitude réservée vis-à-vis de la campagne d'Allal El Fassi, qu'il s'est toutefois bien gardé de désavouer, voit d'un œil favorable se multiplier, grâce aux agissements de bandes « incontrôlées », des incidents dont il ne manquera pas de tirer argument pour obtenir la rectification de frontières qu'il demande et qui attribuerait par exemple la région de Tindouf présumée pétrolifère et convoitée par la Caltex, au Maroc.

Quand on saura que les premiers contacts entre la Caltex et S.M. Mohammed V remontent à 1953, c'est-à-dire avant la déposition de ce dernier par le Glaoui à qui la Shell venait alors de faire des ouvertures qui avaient, semble-t-il, reçu un accueil favorable, on se fera une plus juste idée des ressorts véritables du « nationalisme » marocain.

A bon entendeur salut !

Nous nous en voudrions de ne pas citer les propos récemment tenus à Tunis par M. Irving Brown à propos du problème algérien, propos dont nous ne pouvons qu'approuver la brutale, mais saine franchise :

« Tout le peuple américain est pour la reconnaissance de l'indépendance algérienne. Nous croyons que c'est par la négociation et non par l'oppression militaire qu'on arrivera à la pacification. Ce qui se passe en Algérie est en opposition avec la politique américaine et la doctrine Eisenhower... Cette guerre est en contradiction avec la démocratie... **Mais tôt ou tard la politique américaine deviendra la politique du monde entier, surtout en Afrique et particulièrement en Algérie.** Je rappelle aux Algériens ce que je disais aux Tunisiens durant leur lutte : Nous nous tenons à vos côtés et mettrons tout en œuvre pour que notre gouvernement ainsi que la communauté atlantique comprennent qu'il faut apporter une aide totale à l'indépendance algérienne et de toute l'Afrique du Nord ».

Rappelons que M. Irving Brown est un agent quasi-officiel de la politique américaine en Europe. Comme on dit, un homme averti en vaut deux.

Jacques POILLOT.

ETUDES

LE PORTUGAL DE SALAZAR

Pour comprendre et apprécier à sa juste valeur la politique et l'œuvre de Salazar, il est indispensable de reprendre les événements au début du siècle. En 1906, la situation financière — qui, nous le verrons, était, depuis longtemps, un des points faibles de la politique portugaise — donne les plus grands soucis au gouvernement. Pour faire face à une faillite partielle et essayer de remettre de l'ordre dans les Finances, le roi D. Carlos 1er a recours à Joao Franco, homme connu pour son énergie. Il a contre lui tous les adversaires du régime, au premier rang desquels les républicains conduits par Bernardino Machado se distinguent par leur activité. Franco dissout les Cortés et se fait donner des pouvoirs dictatoriaux. Mais l'opposition redouble de virulence et multiplie les appels à la révolte. Le 1er février 1908, le roi D. Carlos et son fis aîné sont assassinés sous les yeux de l'héroïque reine Amélie et de son autre fils D. Manuel, encore très jeune et peu préparé au pouvoir qu'il prend dans des circonstances particulièrement difficiles. Franco abandonne le pouvoir et part pour l'exil mais la dynastie, souvent mal conseillée ou trahie par les politiciens, ne fait que se survivre. Moins de deux ans après l'assassinat de D. Carlos et de son fils D. Luis Filipe, le 5 octobre 1910, la République est proclamée et c'est au tour de D. Manuel et de sa mère de partir pour l'exil.

Les républicains triomphent mais, avec eux, le désordre s'installe en maître au Portugal. Pendant dix-huit ans et sauf de rares et courtes accalmies, l'histoire du pays n'est guère qu'une succession de grèves et attentats, de révoltes militaires et de coups d'Etat. C'est l'époque où, à Paris, une scène de revue remportait le plus grand succès. A un moment donné, on entendait un grand bruit et des détonations dans la coulisse. « Qu'y a-t-il donc ? », demandait un acteur. Après avoir été voir, un autre lui répondait au milieu des rires de la salle : « Ce n'est rien, simplement une autre révolution au Portugal. » Quelques chiffres permettent de se faire une idée de cette situation chaotique. Le gouvernement provisoire constitué en octobre 1910 dure jusqu'en septembre 1911. De cette date au 28 mai 1926, soit

en moins de 15 ans, les Portugais voient se succéder au pouvoir 8 Présidents de la République et 44 gouvernements dont 20 durèrent moins de trois mois et certains même ne vécurent que quelques jours voire quelques heures.

Dans cette confusion, on ne distingue guère que deux constantes. D'abord, la puissance de la Franc Maçonnerie. Tous les chefs républicains : Alfonso Costa, Bernardino Machado, Teofilo Braga, Magalhaes Lima, José de Castro sont francs maçons et certains d'entre eux occupent de hauts grades dans la hiérarchie maçonnique. Ils multiplient les mesures contre les royalistes, contre le clergé, contre ceux qu'ils considèrent comme les « ennemis de la démocratie ». Mais, après avoir accumulé les destructions, ils se montrent incapables de reconstruire et d'établir. en particulier, des finances saines. La situation financière, de plus en plus catastrophique, est, en effet, la deuxième constante du régime qui n'a réussi qu'à aggraver les vices que les chefs républicains avaient tant reprochés à la monarchie.

Il y eut bien quelques tentatives de réagir contre un régime qui menait ainsi le pays à sa perte. En 1915, se produisit l'éphémère et. d'ailleurs, timide intervention du général Pimento de Castro. Deux ans plus tard, le 5 décembre 1917, c'est au tour de Sidonio Paes de prendre le pouvoir. Dès le début, il se montre plus énergique et n'hésite pas à mettre le Parlement en vacances. Il prend diverses mesures qui le rendent vite populaire ; mais lui, qui a été franc maçon, entend mettre une limite au pouvoir de la maçonnerie. Ce sont des choses qui ne se peuvent pardonner et Sidonio Paes est assassiné, le 14 décembre 1918. En janvier suivant. le capitaine Païva Couceiro, prend, une fois de plus, la tête d'un soulèvement en vue de rétablir la royauté. Jamais il n'a été aussi près du succès ; la monarchie est proclamée à Porto et il faut une lutte de près d'un mois pour réduire les insurgés.

C'est seulement le 27 mai 1926 que devait réussir le mouvement qui mit une fin au régime démocratique à base maçonnique qui s'était installé dans le pays à la chute de la monarchie. C'est de Braga, tout à fait dans le nord du Portugal, que le général Gomès da Costa, qui avait commandé le corps expéditionnaire portugais en France dans les dernières années de la guerre, appela l'armée et le peuple portugais aux armes. Dans le livre excellent qu'il a consacré au Portugal, Gonzague de Reynold remarque très justement : « La révolution nationale est donc partie du Nord. elle est partie du premier Portugal, elle est partie de Braga, premier siège épiscopal et capitale des rois suèves. Puis elle a conquis Lisbonne. Elle a suivi la « ligne

de force ». Elle a refait la nation comme la nation s'est faite ».

Dans tous les cas, le régime s'effondra sans résistance et presque sans effusion de sang ; et un Directoire fut constitué avec Gomes da Costa, Carmona et Mendez Cabeçadas. Mais Carmona ne tarda pas à s'imposer par son énergie. Dès juin 1926, il reste seul au pouvoir, le général Gomes da Costa ayant été envoyé aux Açores avant d'être nommé maréchal. En mars 1928, Carmona était élu Président de la République et, quelques semaines plus tard. le 27 avril, Salazar entrait au gouvernement. Carmona eut la chance de trouver la tête politique qui avait manqué à Pimento de Castro, à Païva Couceiro et même à Sidonnio Paes. Grâce à Salazar, le nouveau régime allait pouvoir vivre et s'installer.

A l'époque, le nom de Salazar était tout à fait ignoré à l'étranger et, au Portugal même, n'était connu que de cercles très restreints. Né, le 28 avril 1889, dans le village de Vimieiro, au nord de Coïmbre, Salazar est originaire d'une région pauvre. Ses parents étaient des paysans qui avaient acquis une situation modeste à force de travail et d'économies qui leur permirent de pourvoir à l'instruction de leurs fils. Il termina ses études secondaires dans la ville proche de Viseu où, pour se procurer quelques ressources, il occupa une place de professeur dans une école libre.

En octobre 1910, lors de la chute de la monarchie, par conséquent, Salazar entrait à la Faculté de Droit de Coïmbre et ne tarda pas à adhérer à une organisation culturelle d'étudiants catholiques au sein de laquelle il se fit remarquer par des conférences et des articles qu'il publiait, notamment, dans le journal *Novidades*. Ayant terminé brillamment ses études universitaires. Salazar était nommé, en 1918, professeur de Sciences Economiques à la Faculté de Droit de Coïmbre. Ses premier contacts avec la politique active furent décevants. Elu comme député catholique au Parlement en 1921, il n'y siégea qu'un jour et s'abstint d'y revenir, convaincu de l'impossibilité de travailler utilement dans les conditions qui étaient celles de l'assemblée. Au lendemain de la Révolution du 27 mai 1926, ses chefs cherchèrent immédiatement un titulaire pour le Ministère des Finances et firent appel à Salazar qui s'était fait connaître des spécialistes par des travaux sur « L'agio de l'or » et « La question du blé ». Ayant pris possession de son ministère un samedi, le jeudi suivant, il était de retour à Coïmbre. Après avoir examiné la situation, il avait posé des conditions qui ne furent pas acceptées. Il reprit donc sa chaire et soutint, dans ses articles, la nécessité de pourvoir avant tout à l'équi-

libre financier du pays. Mais il n'était guère écouté et la situation empirant de semaine en semaine, le Portugal se voyait réduit à solliciter un emprunt à la Société des Nations. L'organisme international n'y consentit qu'à la condition d'exercer un contrôle étroit et permanent sur les Finances portugaises afin de vérifier les conditions d'emploi des fonds de l'emprunt.

Devant l'impossibilité d'accepter des conditions aussi humiliantes, Carmona ne vit d'autre ressource que de faire, une nouvelle fois, appel à Salazar. Ce dernier, instruit par l'expérience, posa des conditions précises qui se résumaient en ceci : qu'aucun ministère, aucune administration publique ne pourraient établir un budget et engager de dépenses qu'après l'autorisation du Ministre des Finances. Ce qui constituait pour ce dernier des pleins pouvoirs singulièrement étendus sur la vie économique et, par conséquent aussi. politique du Portugal. Etant donné la gravité de la situation et l'urgence qu'il y avait à y faire face, les conditions de Salazar furent acceptées et il prenait possession de son bureau au Ministère des Finances, le 27 Avril 1928 ; le lendemain, il devait avoir 39 ans. Ses premières déclarations furent sobres mais nettes : « Je sais très bien ce que je veux et où je vais... Que le pays discute, que le pays fasse des représentations, mais que le pays obéisse lorsque j'ordonnerai ». Puis, faisant allusion à son premier et si rapide passage au pouvoir, le nouveau ministre ajouta que, chaque jour, il partait de Lisbonne des trains pour Coïmbre.

D'ores et déjà figure centrale du gouvernement, Antonio Salazar devait être appelé par le général Carmona, en 1932, à la Présidence du Conseil, charge qu'il a toujours conservée depuis tout en dirigeant personnellement l'un ou l'autre des ministères : Finances, Colonies, Guerre ou Affaires Etrangères, notamment.

Nous l'avons déjà dit, la question la plus grave et qu'il fallait résoudre d'urgence, était celle des Finances. Le Portugal l'avait traînée comme un boulet au cours du XIX[e] siècle ; ses principales causes étant la perte du Brésil et les luttes civiles qui désolaient la métropole. Une conversion forcée de la dette publique, en 1852, n'amena qu'une amélioration passagère. Entre 1833 et 1911, le budget annuel n'a été en équilibre qu'à trois reprises ! Nous avons vu combien cette mauvaise gestion financière avait avait contribué à la chute de la monarchie. Avec la république, la situation empira encore et l'inflation est le grand recours des gouvernements qui se succèdent au pouvoir. Mais les suites sont catastrophiques. Entre le 30 juin 1919 et le 30 juin 1926. les avances de la Banque du Portugal à l'Etat sont

passées de 255.000.000 à 1.654.000.000 d'escudos et la monnaie portugaise s'est effondrée. C'est alors, et en désespoir de cause que le gouvernement sollicite de la Société des Nations un prêt de 12 millions de Livres et l'on sait déjà les conditions que la S.D.N. mit à l'opération. La première mesure prise par Salazar est de télégraphier à la délégation portugaise à Genève d'arrêter tous pourparlers. Il avait décidé que le Portugal se sauverait lui-même.

Et, sans éclat, mais en imposant une méthode rigoureuse, Salazar réalisa ce qui, jusqu'à lui, avait semblé impossible. Le premier budget qu'il présenta fut en équilibre. En utilisant des moyens très simples et inspirés du simple bon sens : compression des dépenses et accroissement des recettes. Mais appliqués avec une énergie exceptionnelle. Il était bien fini le temps où lorsqu'on se demandait. en Conseil des Ministres, où prendre l'argent pour couvrir une nouvelle dépense, quelqu'un répondait : « C'est bien simple, on le prendra sur le déficit » et que cela paraissait naturel. Mais cette énergie, et cette ténacité, toutes nouvelles dans les conseils du gouvernement, ne devaient pas tarder à porter leurs fruits. Fait sans précédent depuis 1928-1929, les comptes publics accusèrent, chaque année. un excédent qui, en 1934, dépassait déjà le total d'un milliard. La situation était donc renversée : l'équilibre financier était solide, l'établissement et la perception des impôts étaient réformés ainsi que les services de la dette publique, les dettes flottantes intérieure et extérieure supprimées et la devise portugaise prenait place parmi les monnaies de refuge. Le succès de l'expérience était complet.

L'ordre dans les finances une fois rétabli, d'autres réformes devenaient possibles. La chance du Portugal a été que Salazar ne se soit pas révélé seulement comme un technicien financier et un administrateur hors de pair, mais qu'il ait réfléchi encore, durant ses années d'études et de préparation, aux problèmes essentiels de la politique. Le discours qu'il prononça, le 30 juin 1928, lors de la fondation de l'*Union nationale,* montre qu'au moment d'accéder au pouvoir. il domine déjà entièrement la question. Il dénonce d'abord les causes du mal : l'individualisme, le marxisme et le parlementarisme. Et, après avoir montré leurs ravages, il indique, avec précision, les remèdes :

« Arracher le pouvoir aux clientèles des partis ; soumettre tous les intérêts aux intérêts de tous, à l'intérêt national ; rendre l'Etat imprenable devant l'assaut des minorités audacieuses, mais le maintenir en contact permanent avec les besoins et les aspirations des groupes ; organiser la nation de

haut en bas, avec les différentes manifestations de la vie collective, de la famille aux corps administratifs et aux corporations morales et économiques ; intégrer cet ensemble dans l'Etat, qui sera ainsi son expression vivante — voilà ce qui donnera une réalité à la souveraineté nationale.

« Avoir bien présent à l'esprit que les hommes vivent dans des conditions différentes et que ce fait s'oppose, souvent, à ce que leur égalité juridique soit une réalité ; protéger l'Etat avant de protéger les pauvres et les faibles et pour les mieux protéger ; entretenir la richesse générale pour que tous aient au moins le nécessaire ; multiplier les institutions d'assistance et d'éducation qui aident les masses populaires à s'élever vers la culture, le bien-être, faciliter leur ascension sociale dans la nation et leur ascension politique dans l'Etat ; maintenir tous les cadres, non seulement ouverts, mais accessibles aux meilleures valeurs sociales — voilà ce qui est aimer le peuple et, si la démocratie peut encore avoir une signification, voilà, à n'en point douter, la vraie démocratie ».

L'œuvre entière de Salazar n'est, dans tous les domaines que la lente et prudente application de ces principes.

On les retrouve, d'abord, dans la Constitution qui a été donnée au pays en 1933. Elle précise que l'Etat portugais est une république unitaire et corporative. La souveraineté, qui réside dans la nation est déléguée au Président de la République et à l'Assemblée Nationale, élus, l'un et l'autre, au suffrage universel direct. Le Président de la République dont le mandat dure sept ans, délègue, à son tour, les fonctions gouvernementales au Président du Conseil qui n'est responsable que devant lui. Les Ministres sont nommés par le Chef de l'Etat sur la proposition du Président du Conseil et responsables devant ce dernier. Le Gouvernement est indépendant des votes du Parlement, les Ministres ne pouvant pas assister aux débats publics de l'Assemblée Nationale. Ainsi que l'a remarqué un commentateur particulièrement qualifié, le système portugais est donc un compromis de « présidentialisme » du type nord-américain et du régime germanique de la « chancellerie ». L'Assemblée Nationale est élue pour quatre ans et composée de 120 députés. Elle a, dans ses attributions, la discussion des actes politiques et de la marche des administrations publiques et vote les lois sur les avis exprimés par la Chambre Corporative. La plus importante de ses attributions financières réside dans le vote de la Loi de Finances.

La Chambre Corporative est divisée en douze sections et ses 140 membres ou procureurs sont, en principe élus par les orga-

nismes de l'activité culturelle, sociale ou économique dont ils font partie. La Chambre Corporative émet des avis sur les projets ou propositions de loi présentés à l'Assemblée Nationale, sur les projets de décrets-lois et sur la ratification des traités et accords internationaux. Cette constitution, on le voit, répond bien aux principes définis par Salazar dans son discours-programme du 28 juin 1928 dont nous avons cité, plus haut, les passages essentiels.

En 1930, chargé de l'intérim du Ministère des Colonies, Salazar fit élaborer et promulguer l'« Acte Colonial » qui établit les bases constitutionnelles de l'organisation des Territoires Portugais d'Outre-Mer, unis à la Métropole de façon à constituer avec elle une seule et véritable communauté : la Nation Portugaise.

Entre 1936 et 1944, Salazar a exercé les fonctions de Ministre de la Guerre et, en cette qualité, il a, notamment, réformé ou créé les organismes supérieurs de direction et de commandement et fixé les grandes lignes de la nouvelle organisation et du réarmement des forces armées.

Enfin, de 1936 à 1946, Salazar a dirigé le Ministère des Affaires Etrangères. Il a renforcé les liens unissant le Portugal à l'Espagne, sa voisine, et le Brésil, son ancienne possession américaine. Il négocia un accord avec le Saint-Siège pour fixer les rapports entre l'Etat et l'Eglise et obtint, à cette occasion, la reconnaissance expresse du Patronage Portugais de l'Orient.

Pendant la deuxième guerre mondiale, la politique portugaise dirigée par Salazar, tout en restant fidèle à la traditionnelle alliance anglaise, ne rompit jamais, malgré des pressions faciles à imaginer, les relations diplomatiques avec l'Allemagne et ses alliés. Car, derrière les passions, les intérêts et les idéologies déchaînées, le Chef du gouvernement portugais n'a jamais perdu de vue la réalité de la civilisation européenne à sauvegarder à tout prix contre le danger communiste. Tout dernièrement encore, il a prononcé, sur l'état et l'avenir de l'Europe, des paroles qui sont révélatrices de ses inquiétudes accrues et qui constituent le plus grave des avertissements.

« Cette Europe, a-t-il dit le 8 décembre dernier, qui fut le berceau de nations et l'agent de propagation de la civilisation que nous avons servie et répandue au prix de tant d'efforts, donne l'impression d'être lasse de sa propre grandeur et passablement amollie par les facilités de la vie. Je crois qu'elle a exagérément peur de la pauvreté et de la souffrance qui sont, après tout, l'ordinaire de la vie. A l'heure qu'il est, le fait d'avoir peur de la vie et d'avoir peur de se battre pour défendre

la dignité de cette même vie sont la cause principale de notre dépression et Dieu veuille qu'elle ne soit pas celle de notre perte, car nos adversaires s'ils tiennent pour peu la vie des autres, sont aussi décidés à mettre la leur en jeu. Et je dois en conclure qu'aucune supériorité morale ou intellectuelle ne convaincra ou ne fera reculer les barbares de notre temps — aussi savants et techniciens que nous-mêmes — et que, si nous voulons survivre, nous devons être résolus à lutter ».

Depuis 29 ans qu'il est au pouvoir, Salazar est, de loin, le doyen des hommes d'Etat du continent et, probablement, du monde. Les succès durables de sa politique font oublier que le Portugal, devenu paisible et prospère, a été pendant longtemps la proie du désordre et de la misère. Certes, bien des tâches s'offrent encore au gouvernement et, avec les progrès de l'industrialisation du pays, les questions sociales prennent une importance qui s'accroît tous les jours. C'est pour les résoudre avec sa méthode ordinaire, faite de prudence et d'énergie, que Salazar a décidé de faire désormais porter l'effort sur l'organisation du régime corporatif. Il s'agit là d'une tâche délicate et de longue haleine car elle se heurte, à la fois, à la propagande communiste clandestine et aux aspirations des tenants de la bourgeoisie libérale et capitaliste qui ont la nostalgie des luttes parlementaires et des discussions sans fin représentant pour eux le paradis perdu, car ils oublient l'impuissance gouvernementale, les désordres politiques et sociaux, la décadence accélérée du pays, qui en étaient l'accompagnement naturel et la conséquence inéluctable.

Mais la personnalité de Salazar est trop forte, les services qu'il a rendus à son pays trop nombreux et trop éclatants pour que les efforts conjugués des opposants constituent une menace sérieuse contre le régime autoritaire institué par lui et à sa mesure.

Henri LEBRE.

Les Livres du Mois

Les Livres français :

MAURICE BARDÈCHE : « *Suzanne et le taudis* » (Ed. Plon).

Vingt dieux quel beau livre ! En refermant le volume après l'avoir dévoré, on a ainsi envie de jurer, de lancer des onomatopées, de se détendre, de courir pour célébrer le plaisir que l'on a pris à la lecture. Quel talent d'écrivain, quel don de conteur, quel génie pour saisir le plus petit fait de la vie quotidienne, le tenir délicatement entre deux doigts, le porter à la lumière, lui faire rendre toutes ses irisations, l'animer du dedans et le hausser à un autre plan.

C'est fait avec rien, les situations cocasses d'une bohème prise avec courage et bonne humeur, une attention extrême aux êtres sous des dehors indifférents, trois sourires, deux pudeurs... rien ou presque rien. Après la libération, l'appartement où Maurice Bardèche vivait avec sa femme, ses enfants et son beau-frère est réquisitionné. Suzanne, lui et les enfants dont le nombre s'accroit, émigrent dans un « taudis » minuscule du 18 arrondissement. Cela, c'est l'histoire. Mais sous l'histoire aux larges mailles il y a, l'on s'en doute, la vie aux mille situations. C'est celle-ci que nous conte Maurice Bardèche avec un humour sérieux et savant irrésistible, les enfants, les visites, les voyages, les prisons, les aventures réelles d'une famille vissée dans la vie, chez laquelle les rapports d'amitié semblent, chose extraordinaire, avoir balayé et remplacé l'ennui de tous rapports obligés. Pour ceux qui connaissent Maurice Bardèche, il y a d'abord un plaisir très grand à lire ce livre détendu où, pour la première fois peut-être, se donnent libre cours ses extraordinaires dons d'écrivain et une vraie confiance faite à soi-même.

Mais pour tous, ceux même qui ignoreraient complètement jusqu'au nom de l'auteur, il y a aussi autre chose qui fait de cet ouvrage plus qu'une chronique agréable, un beau livre. Il y a un type d'attention portée aux êtres qui est d'une qualité assez rare et qui explique quelques hauts moments du livre : les bonnes, le préfet Bompard. Les bonnes ce sont Colette et Nicole, l'une sorte de Marie-Chantal du balai et de la serpillère, douce mythomane embellissant sa vie, l'autre petit animal bien féminin à la recherche furieuse de sensations et de considération qui lui manquaient également, et devinant peut-être obscurément que la seconde lui était refusée parce qu'elle ignorait les premières.

Il y a là d'admirables débuts de romans, mais l'histoire de Jean Bompard est déjà une nouvelle parfaite. Jean Bompard avait été sous-préfet obscur de quelques lieux obscurs. Il découvre un jour un entrefilet dans l'*Humanité* annonçant sa condamnation à mort par la Cour de Justice de Chambéry en sa dernière séance. Il com-

mence alors la vie des clandestins avec ses métiers divers, ses alibis, ses repaires, ses succès et ses aventures burlesques. Mais brusquement le ton change : « Cette histoire finit mal », la petite phrase éclate tout à coup au milieu des rires. Les amarres sociales avaient été chez lui brisées dans la tempête et il était parti à la dérive, disparaissant de plus en plus longtemps entre des vagues de plus en plus hautes, réapparaissant dans un état toujours plus délabré. Un acquittement rapidement obtenu ne change rien : la cause disparue, l'effet subsiste avec le choc moral trop souvent compté pour rien. Un beau jour il disparait complètement, peut-être coulé à pic sans faire une bulle à la surface de la société. « Dans le masque un peu arabe de Bompard, je reconnais aujourd'hui un de ces kalenders des *Mille et une Nuits* que la vie sociale avait grimé en honnête représentant de la fonction publique, mais dont le destin était en réalité d'errer de ville en ville et de palais en palais, dans un monde où malheureusement les princes bienveillants de la légende arabe n'existent plus. »

Quelle belle histoire, contée à petits traits, pleine de silence, et qui fait éclater l'imagination dans tous les sens vers les drames de notre époque et quelques autres plus généraux ! Il y a encore cent épisodes. Il y a aussi des moments plus apaisés, il y a la présence de la plage, les vacances, l'apparition quelque peu mystérieuse de la jeune fille, de son frère et du bateau, « petite bande » proustienne qui reste gravée au fond de la rétine après qu'on ait refermé le volume.

Enfin voilà, vous le voyez, c'est un très beau livre. Lisez-le vite.

Bernard VORGE.

ROLAND BARTHES : « *Mythologies* » (Ed. du Seuil).

Il y a toujours deux façons de parler d'un livre : ou bien, après avoir saisi d'un coup d'œil qu'il n'est pas de vos amis, trouver ses points vulnérables et lui porter des coups redoublés pour chercher à le détruire ; ou bien lui laisser une chance, faire un effort pour entrer dans son optique et bien définir les vraies raisons de sa propre opposition afin de tenter d'en profiter soi-même.

Si l'on opte pour la première solution, le livre de Roland Barthes est une proie rêvée. Rien n'est plus facile que d'extraire quelques passages où le vocabulaire philosophique appliqué à des situations de la vie quotidienne produit les effets les plus comiques et d'écraser l'ensemble sous le ridicule du pédant saisi par les tentations du monde. Mais l'on peut aussi, sous la lourdeur parfois com-

plaisante du style, comprendre qu'une terminologie spéciale et quelque peu technique est nécessaire à une analyse rigoureuse, et reconnaître l'essai de Barthes comme une des tentatives les plus originales et les plus intéressantes pour fonder une critique de modes de pensée et de communication propres à notre temps.

L'auteur isole une série de thèmes, de manifestations, d'*institutions de l'habitude* pour tenter de comprendre de quoi ils sont faits exactement. Les Martiens sans cesse à l'ordre du jour, la publicité Astra, le Tour de France, le strip-tease ou la D.S. 19, par exemple, constituent ce qu'il appelle les mythes. Ce sont des complexes à grand pouvoir d'image qui oblitèrent la sensibilité et accaparent la pensée. Ils procurent du plaisir parce qu'il suffit de s'y regarder et de se les renvoyer, il n'est pas besoin de les articuler. Ce sont des sortes d'accumulateurs où se retrouve toute la pensée que l'on n'a plus le temps ni le besoin de reproduire dans chacun de ses moments — ce qui d'ailleurs évite de courir le risque d'une remise en question. Il est cependant nécessaire de ne pas oublier que ces *images* contiennent pourtant des éléments de pensée et correspondent à des rapports réels. C'est cet inventaire qu'entreprend Barthes.

Tout cela est passionnant et extrêmement fécond pour l'imagination. L'analyse des différents thèmes utilisés par la publicité des produits de toilette, de l'opposition des images mises en œuvre par les saponides comme « Lux » ou les détergents comme « Omo » et des variations que cela suppose dans le monde d'imagination et de sensibilité, est admirable. Nous avons là une excellente cartographie d'une société où le pouvoir des images est devenu si grand.

Mais le dessein de l'auteur est plus ambitieux encore, il est politique. Barthes, en effet, entend démontrer que les mythes ont pour fonction essentielle de mystifier la pensée et de perpétuer un état social, qu'ils ne sont pas seulement des images, mais de véritables *cérémonies* de l'ordre bourgeois conçues pour fasciner l'intelligence et la désarmer. Or, là nous le suivons beaucoup plus difficilement. Bien entendu, s'écriera l'auteur, c'est que là ça devient sérieux ! Nous n'en croyons rien. Nous pensons que là au contraire il dévie le caractère de son étude, qu'il va trop vite et qu'il tombe dans une polémique à racines personnelles qui stérilise souvent son analyse. Le mythe entretient certes des rapports avec les réalités de droite et de gauche. C'est pourquoi nous aurions souhaité qu'il pousse son étude plus loin, qu'il entre jusque dans les détails, qu'il établisse ce que signifie non seulement un portrait d'Harcourt ou la croisière du Batory mais jusqu'à la façon de s'habiller, de choisir ses chaussures, sa station de sports d'hiver ou son dancing du samedi soir, et qu'il nous montre comment s'établit la carte des mythes bourgeois et des mythes populaires, et quels sont ceux que l'on retrouve aussi bien à droite qu'à gauche. Or cela il ne le veut pas, il veut qu'il n'y ait de mythe qu'à droite. Mais le mythe quarantehuitard dont il parle lui-même ? Oui mais à gauche le mythe est un accident, il est *inessentiel*, nous

dit-il. Mais les mythes dont foisonnent les journaux féminins populaires (nous ne parlons pas d'*Elle*) ? ils sont d'invention bourgeoise précisément et destinés à distraire de ce qui serait plus sérieux. Mais les mythes soviétiques qui pullulent, le militant, le bon ouvrier ? C'est une autre société. Mais l'*Humanité* ? Non, non, non, ce n'est pas la même chose ! Il faut reconnaître que de la sorte la discussion s'arrête, que nous entrons dans d'autres catégories fondées davantage sur la fureur. Si Barthes veut dire que, dès que l'on prend assez de plaisir à quelque chose pour lui créer un langage d'images, l'on n'est plus intégralement révolutionnaire, c'est vrai. S'il veut dire que l'homme intégralement révolutionnaire n'aurait plus de mythes, c'est encore vrai. Cela semble même bien banal. Il lui en resterait toutefois peut-être un, celui plus subtil de lui-même et de son action. Seul l'homme intégralement misérable n'en aurait plus du tout.

En fait, il nous semble que ce que dénonce Barthes, c'est la pensée collective. Car enfin : l'on croit à une nature préexistant à l'histoire et au travail ? mythe bourgeois — on croit au contraire à un monde infiniment maniable (« Paris n'a pas été inondé ») ? mythe bourgeois. Ce qui le fait enrager ce sont les réactions de groupe. Une phrase fait rêver : « Nous voilà, nous aussi, débarrassés d'un préjugé qui nous coûtait cher, trop cher, qui nous coûtait trop de scrupules, trop de révoltes, trop de combats et trop de solitude ». Mais la solitude n'a rien à faire avec la Révolution ! N'est-ce pas là, sourdement présent, un mythe bourgeois personnel de l'auteur ? En fait celui-ci entend rééclairer du dedans les images collectives qui obnubilent l'esprit. C'est bien un fait. Il faut un minimum de consentement au monde pour que naissent ces mythes. C'est un autre fait. Mais l'auteur met une certaine passion de solitude et de ressentiment à confondre pensée bourgeoise et pensée collective. Il polémise le débat, faute de voir que toute pensée d'une société est en un sens pensée bourgeoise. C'est encore un fait.

Et c'est dommage parce que cela brouille et limite parfois ses analyses, parce que cela contredit et dessèche des perceptions très personnelles comme celles de régions immergées ou du bois des jouets, matière privilégiée qui ne fait les « jouets de toujours » que parce qu'ils existent encore dans le souvenir de l'auteur, une seconde détendu.

Il reste que c'est là un des essais les plus importants parus depuis longtemps.

Bernard VORGE.

MARCEL JOUHANDEAU : « *Réflexions sur la vieillesse et la mort* » (Ed. Bernard Grasset).

Personne depuis Proust n'a mieux parlé de la passion que Marcel Jouhandeau, de la passion impossible, de la passion interrogation sur soi-même. Récemment il nous donnait avec « Du pur amour » le dernier effort de cet élan qui avait fait le fond de sa vie. Aujourd'hui c'en est, avec ces « Réflexions sur la vieillesse et la mort », comme à la fois la négation et l'achèvement. « Depuis des mois, écrit-il dès l'abord, je ne suis plus le satellite de quelqu'un, dont j'aurais fait le centre de mes préoccupations. Ainsi semblent-elles à la dérive. Je suis seul et j'essaie de me construire un monde habitable ».

Le désir est mort, le corps se trouve comme libéré de sa propre pesanteur, il ne se reconnaît plus lui-même. « Pour souffrir vraiment, il faut tenir encore à ce quelque chose et je vis comme si je n'étais plus, comme si je n'étais plus tout-à-fait où je suis, déjà en allé ailleurs ». Jouhandeau nous rend avec la plus exacte vérité ce sentiment de silence qui naît du désir en allé, ce sentiment d'étrangeté à soi-même. Pour la première fois peut se poser sur le monde un regard qui ne soit pas troublé par une accaparante rumeur intérieure. La hâte, l'avidité se sont apaisées, les vrais rapports entre les êtres et les choses peuvent apparaître, tout le paysage prend une netteté d'hallucination.

Mais de la passion cet état est l'achèvement aussi. Comme un corps phosphorescent longtemps mis au soleil en rend ensuite la lumière, comme une pierre en rend au soir la chaleur, l'âme qui a vécu de passions en a gagné des nuances, des sonorités, des pouvoirs dont elle joue longtemps après et parfois d'autant mieux que son élan est apaisé. Etonnement du corps et sensibilité de l'âme, les conditions sont réunies d'une perception infiniment subtile. Aussi ce livre donne-t-il le sentiment d'une déroutante liberté : la peur autant que le parti-pris causés par le goût de soi en sont absents. Le corps reconnaît enfin, profitant de l'étonnement, ses vraies habitudes. Il y a dans tout cela quelque chose qui évoque la gymnastique et la liberté que l'on y gagne. Ce n'est pas un hasard si l'auteur parle à plusieurs reprises de sa sveltesse, de sa démarche légère. « Ma parole vous lévitez ? » lui dit-on. Les rêves également jouent un grand rôle, les rêves que l'on perçoit enfin non plus seulement par rapport à ses désirs mais comme un monde à part où l'on peut circuler plus aisément.

Finalement ce livre sur la vieillesse et la mort est un des livres les plus « rajeunissants » que l'on puisse lire. Bien des méthodes savantes de l'hindouisme tant à la mode échoueraient à faire saisir cette expérience de son corps au sein de la réflexion la plus libre que traduit tout familièrement ce petit livre, un des plus beaux d'un des plus grands écrivains français vivants.

Bernard VORGE.

JEAN-LOUIS SCHONBERG : « *Federico Garcia Lorca* ». (Editions Plon).

Le livre de Jean-Louis Schonberg est écrit à la diable, plein de négligences, de mots forgés d'où naît à la longue un sentiment de proximité, de familiarité avec cette terre d'Espagne si peu apprêtée. Une première partie est consacrée au récit de la vie, la seconde à l'étude de l'œuvre de celui qui fut un des plus grands poètes espagnols. Le récit biographique est rendu particulièrement intéressant par la vertu de dépaysement vis-à-vis des mythes de l'époque qu'y apporte l'auteur. Il y a quelque chose du ton de Stendhal se réveillant en France d'une Italie, qui l'avait emporté si loin et ne parvenant plus à se ranger dans les cadres qu'on lui propose le plus sérieusement du monde. Jean-Louis Schonberg semble apporter un esprit tout neuf à l'étude des derniers instants de Federico Garcia Lorca. De celui qu'une propagande entêtée a voulu faire le héros de la Révolution, il montre les sympathies républicaines certes, mais aussi la répugnance aux bouleversements, le peu de goût pour l'action, la peur très humaine souvent, l'éloignement pour les embrigadements toujours. De la mort dont on a voulu faire un crime politique, il dévoile les dessous ténébreux. En fait, la politique n'y eut que la part du prétexte. Rendu inquiet par les jours de bataille, Federico avait trouvé refuge chez les Rosales dont l'un des frères Pepe était le chef de la Phalange. Après des lettres de menaces qui dénoncent l'origine louche du crime, un mandat d'arrêt arrache le poète à la demeure des Rosales : avant que Pepe n'ait eu le temps d'intervenir, l'exécution a lieu à l'aube du jour suivant.

L'auteur analyse parfaitement la facilité qu'a offert aux vengeances de toutes sortes cette période où l'épuration sévissait dans les deux camps : 10.000 victimes dans la région de Grenade aux mains des Franquistes, 32.000 dans Madrid-la-Rouge. Mais le mensonge consiste à mettre la mort de Federico Garcia Lorca au compte des crimes contre l'esprit alors qu'il ne s'est agi — l'auteur le montre nettement — que d'une vengeance, d'un règlement de compte dans le milieu des invertis sexuels accompli à l'abri des exécutions politiques. Schonberg évoque à ce propos ce milieu souterrain de Grenade où, avec les Gitans, grouillait une écume de Sodome, une lie de ces « moricos » que le poète traitait avec dégoût et qui se vengèrent de lui. Mais au milieu de ces bacchanales noires, l'auteur fait revivre le caractère et l'œuvre de Federico à l'âme féminine et déchirée à la pensée plus cosmique que métaphysique, de ce Rimbaud d'Espagne à l'incessante fantaisie créatrice.

Bernard VORGE.

MAURICE MÉGRET : « *La guerre psychologique* ». Collection « Que sais-je ? » (Presses universitaires de France. Editeur).

C'est un livre digne de cette collection aux minces volumes si pleins de substance parce que des spécialistes y prennent le temps et y consentent l'effort de faire court.

Le plan choisi par l'auteur est historique.

Au cours d'une brève première partie, il montre comment la violence organisée dirigée contre les esprits, véritable transposition des luttes civiles intestines dans les relations interétatiques, n'a été, jusqu'en 1789, qu'un substitut de la violence envers les personnes physiques et les biens, comment la Révolution française en a fait, par la mobilisation des esprits, un multiplicateur, et comment, par le développement des connaissances psycho-sociologiques et par l'influence de la théorie marxiste-léniniste de la lutte permanente, elle s'est, au cours des deux conflagrations mondiales et de la guerre froide qui a suivi, muée en une systématisation de la violence, en un état endémique de lutte généralisée des esprits, qui a abouti à l'abolition de la distinction classique entre états de paix et de guerre et à la répudiation de la protection traditionnellement accordée aux vaincus et aux prisonniers désormais convaincus d'erreur ou de culpabilité. On lui est reconnaissant d'avoir, au passage, montré l'aberration de l'opinion internationale qui « fut plus sensible au caractère événementiel et temporaire de l'agression psychologique type fasciste qu'au caractère structurel et permanent de l'interventionnisme missionnaire des Soviets. »

Dans la seconde partie de son ouvrage, M. Maurice Mégret présente un tableau des techniques employées :

— dans la mobilisation psychologique suscitée par la guerre 1914-18 ;

— dans la lutte des démocraties et de la Russie communiste contre l'Allemagne hitlérienne entre 1939 et 1945 ;

— dans la guerre froide que se livrent, depuis 1945, le monde atlantique et le monde soviétique.

Il y montre avec force et clarté toute l'ampleur des transformations qui en ont résulté, mais il doit être loué plus encore d'avoir évité le travers, si commun aux spécialistes, d'enfler leur spécialité. Pour lui, la guerre psychologique reste « l'application de la propagande aux besoins de la guerre totale » et le « guerrier psychologique », un serviteur de la politique et de la stratégie qui risquerait de devenir nuisible en oubliant sa subordination.

Jean PERRÉ.

PIERRE VARILLON : « *Joffre* ». Collection « Les Grandes Etudes Historiques ». - Arthème Fayard, éditeur.

On a beaucoup écrit sur Joffre et dans tous les genres, depuis des études d'histoire militaire, en passant par des brochures de polémique, jusqu'à des livres d'édification historiés d'images d'Epinal, car cet homme simple et taciturne entra très vite dans la légende. M. Pierre Varillon a eu l'intention très délibérée de nous présenter l'homme et le commandant en chef, les deux ne se séparant pas, et il y a si parfaitement réussi qu'il aurait pu ajouter en sous-titre à son volume : ou l'art du commandement en chef.

Celui-ci était d'autant plus nécessaire que, de nos jours encore, beaucoup ont, d'un généralissime, une conception archaïque, simpliste et olympienne : un demi-dieu dont le front enfante la victoire comme celui de Jupiter, Minerve tout armée. Or, c'est grossièrement méconnaître les limites et les conditions imposées à l'exercice de l'autorité militaire suprême parce que c'est oublier que la guerre est le prolongement de la politique au cours d'une lutte collective et meurtrière.

Prolongement de la politique, la guerre en reçoit ses moyens et la plupart de ses données. Comme toute lutte, elle est le heurt de deux volontés opposées et indépendantes l'une de l'autre. Lutte collective, elle implique la convergence des efforts d'humains hiérarchisés et donc placés à des points de vue différents. Lutte meurtrière, les effets moraux y atteignent leur paroxysme et elle ne saurait être conçue et dirigée par des processus purement rationnels.

Le chef militaire, même suprême, n'est ni tout puissant, ni omniscient. La frontière entre la conduite des opérations, qui lui incombe, et la direction de la guerre, qui ressort du pouvoir politique, est incertaine et ce dernier se trouve, par là même, conduit à imposer, à l'activité du premier, des impératifs parfois rigoureux. D'autres servitudes s'imposent encore lorsqu'il faut conjuguer l'action avec celle d'alliés. L'étude de tout cas concret est si complexe que le généralissime doit se faire assister de collaborateurs appartenant à son état-major et parfois prendre conseil de subordonnés immédiats ; il n'est pas tenu d'imaginer lui-même la manœuvre, mais de choisir et de décider celle qui sera appliquée parmi les multiples possibilités évoquées. Dans l'exécution, les grands chefs sous ses ordres disposent nécessairement d'une large initiative ; si imbus qu'ils soient de sa pensée, certains faits prennent, pour eux, des valeurs différentes du fait de leur angle de vision particulier ou de leur champ d'action plus limité et, par leur position, ils sont en mesure de faire sentir plus vite leur impulsion ; il leur arrive donc de lui forcer la main. Ainsi de Galliéni au début de la Marne ; M. Varillon a tenté d'en défendre Joffre... mais, était-ce nécessaire ? L'important est qu'au prix d'infléchissements secondaires, la ligne du plan choisi ait été maintenue. C'est bien d'ailleurs ce qu'entendait suggérer le vainqueur de la Marne lorsqu'au cours d'une conversation avec l'amiral américain House, il définissait, non sans humour, le rôle du commandant en chef : « Ne rien faire ; tout faire faire (conformément à sa volonté, bien sûr) ; ne rien laisser faire (contre son gré, évidemment) ».

Toute situation de guerre est mouvante, ne serait-ce que du fait des réactions ennemies et des aléas de la lutte. L'exécution d'une manœuvre ne peut être le déroulement planifié d'une conception a priori ; c'est le maintien d'une ligne de navigation contre vents, courants et dérives, une action incessante d'adaptation, de corrections, de redressements, d'arbitrages entre les subordonnés, d'intercessions près des gouvernements et des alliés. Le chef ne coule pas la statue de la victoire dans un moule préétabli ; il la modèle à coups de pouce ; il ne trace pas une sèche et rigide épure ; il crayonne et retouche un portrait.

Ce qui fait le grand homme de guerre, c'est la conjonction de trois dons qui parfois s'excluent : l'imagination, le jugement et la volonté. Joffre avait, au degré suprême, la puissance et la justesse de la réflexion ainsi que la fermeté du caractère. On lui a reproché de manquer d'imagination, mais aucun humain n'est parfait et il se trouve que l'aide de collaborateurs peut y suppléer mais non pas au bon sens et à la résolution. Foch a dit un jour de son ancien : « C'est le plus grand de tous » et il voyait certainement en lui le type même du général en chef contemporain. M. Varillon l'a admirablement démontré ; c'est le grand mérite de son ouvrage.

Jean PERRÉ.

Les Livres étrangers.

FRED C. PICK et G. NORMAN KNIGTH : « *The Freemason's Pocket Reference Book* ». (Londres).

Les FF : Pick et Knight, qui ont publié les années dernières *The Pocket History of Freemassonry*, écrivirent aujourd'hui une brève encyclopédie qui ne remplacera pas celle des FF : Mackey et Macclenachan (beaucoup plus volumineuse), mais qui peut rendre d'éminents services.

On y trouve de brèves notices sur tous les rites (Ecossais, Arche-royale, Perfection, Chevaliers du Temple) qui se sont greffés sur le tronc maçonnique des articles sur les grades et les « outils » dont les auteurs expliquent le symbolisme. Ce petit livre contient en outre de nombreuses notices biographiques sur des Francs-Maçons dont certains sont mal connus en dehors du monde anglo-américain.

C'est un ouvrage précis, bourré de dates et dont on regrette qu'il ne soit qu'un résumé des connaissances maçonniques.

G. O.

Libres propos littéraires

par Albert PARAZ

HENRY Miller a écrit un très beau volume de 430 pages : « *Les Livres de ma vie* ». C'est aussi, dit-il, l'histoire de ma vie, racontée à travers ce que les livres lui ont apporté. Ce n'est ni une étude critique, ni un programme à l'intention des autodidactes.

La part faite aux Français est remarquable pour un auteur de langue anglaise. Il cite la plupart de nos écrivains vivants, en mettant le doigt sur les seuls intéressants. On peut même encore mieux juger de la sûreté de son goût par ceux qu'il ne nomme pas ou très peu, comme Mauriac et Maurois.

Il consacre 50 pages importantes à Giono et à Cendrars, plus qu'à tous les autres. C'est son droit, vous en conviendrez. N'empêche que d'infimes petits critiques le lui ont contesté. Mieux, certains sont allés jusqu'à nier que ce soit vraiment les livres qu'il apprécie chez Cendrars. C'est, disent-ils, l'homme, l'aventurier que Miller aurait voulu être qu'il admire chez Cendrars.

A ce point, l'incompréhension tourne à l'impudence, C'est le cas de la traductrice des dernières lettres de Rilke, s'excusant à la radio de ce que Rilke ait eu l'air, dans les dernières années de sa vie, d'admirer Mussolini et le fascisme. Elle y voyait on ne sait quelle déficience dûe à l'approche de l'agonie. Elle regrettait en somme d'avoir conservé de tels témoignages et de ne pas les avoir livrés aux flammes, comme auraient dû le faire de pieux serviteurs de la vérité démocratique.

Il est tout de même difficile de récuser le témoignage de Miller, qui donne toutes les raisons qu'il a eues et qu'il a toujours d'aimer Cendrars.

Pour Giono, il lutte contre une prévention des éditeurs américains qui pratiquent un maccarthysme à re-

bours, Giono ayant été inscrit en 44 sur une liste noire, inspirée, rédigée et publiée par les communistes, dans leur journal communiste « *Les lettres françaises* », liste accueillie avec le plus grand respect par l'intelligentsia mondiale.

Aussi Henry Miller est-il obligé d'expliquer aux Américains qu'à son avis, Giono ne peut pas être un traître. Encore s'en est-il tenu aux premiers livres : *Regain* et *Que ma joie demeure*. Il aurait vu que dans les livres plus récents, Giono montre une aisance accrue, une certitude de grand maître qui rend encore plus impardonnable l'abstention des éditeurs de New-York.

Peut-être aussi, le bon Henry Miller a-t-il voulu, par cet éloge chaleureux, rendre service à Giono qu'il croyait encore persécuté. Qu'il se rassure, Giono, maintenant académicien, n'a plus rien à craindre et si Miller voulait aider un grand homme victime de la haine, la jalousie et l'envie, alors qu'il nous dise — comme il a promis de le faire — ce qu'il pense de Céline.

Dans ce premier livre, il le place au plus haut, reconnait tout ce qu'il lui doit et ce que tous les écrivains du monde lui doivent : « C'est un géant que je n'ai encore fini d'aborder ». Il en parlera dans le prochain volume. En 34, il admirait tellement Céline qu'il allait, le matin, rue Lepic, dans l'espoir de le voir prendre son café au zinc d'un petit bistro, comme le jeune Lamartine était heureux d'apercevoir, à travers les buissons de la vallée aux Loups, Chateaubriand, son idole (avec cette différence que Miller a à peu près le même âge que Céline).

Miller était venu à Vence, avec sa charmante jeune femme, me parler des deux choses qui lui tenaient à cœur : son admiration pour Céline et sa haine de tout ce qui est anglais, thème qu'il reprend dans *Les livres de ma vie*.

J'avais refusé de recevoir les journalistes niçois, tous illettrés et indestalinisables, ne connaissant que Prévert, Yves Montant et Picasso.

Quelqu'un s'annonça comme le fils de Deleplanque, mon ancien éditeur du *Gala des Vaches*. D'un coup d'œil, Miller l'avait jaugé.

— Méfiez-vous de ce type, c'est un photographe. Ils ont tous un prétexte.

Effectivement, une fois dans la place, le petit bougre dévoila ses batteries, jura qu'il avait femme et enfants à nourrir et que c'était charité chrétienne de le laisser travailler.

Il prit une vingtaine de photos qu'il promit d'apporter le lendemain.

Miller me dit :« Ces photos, vous ne les verrez jamais. Il attendra qu'on soit morts. » Il avait raison. J'ai tout essayé auprès de cette petite canaille pour tenter d'en récupérer au moins une. Il s'est toujours dérobé, même sous la menace d'être écorché vif.

Les autres journalistes que j'avais refusé de recevoir se vengèrent en écrivant dans *l'Espoir* de Nice que Miller avait fait tout ce voyage, jusqu'à Vence, pour voir Prévert. Supposition insensée, Miller étant venu pour parler de Céline.

Dans son prochain livre, Miller dira l'effet de choc du *Voyage au bout de la nuit*, de *Mort à Crédit* et de toute l'œuvre de Céline, dont il me faisait remarquer, qu'avec une densité supérieure, elle était déjà plus vaste que celle de Dostoïewski, un des auteurs qui savent le faire rire.

Je souhaite qu'il n'oublie pas les derniers livres de Céline qu'il ne connait pas encore. Il ne manquera pas d'y découvrir la progression vers une forme d'art toujours plus dépouillée.

Miller est resté pénétré de la célébrité mondiale qui tomba sur les épaules de Céline à la suite du *Voyage*. On voulait faire de lui un prophète des idées de l'époque, la croisade des démocraties et l'admiration inconditionnée pour Staline.

Céline s'y est refusé.

Miller ne peut se représenter comment, dans un pays qui se croit libre, la conspiration du silence, la conjuration de tous les critiques peut arriver à effacer une réputation universelle.

Le Figaro a eu la franchise d'avouer qu'il interdisait d'écrire le nom de Céline, ce qui l'a conduit à insérer cette publicité payante : « Un nouveau *Voyage au bout de la Nuit* » preuve que, même pour les lecteurs du *Figaro*, le *Voyage* n'est pas oublié. C'est d'ailleurs le livre qui a eu, en français, le plus de rééditions successives depuis la libération.

Miller verra, dans *Féérie pour une autre fois* et *Normance,* sous le décor du bombardement de Paris en 44, ce qui attend les grandes villes du monde civilisé lors de la prochaine guerre. C'est le plus grand livre poétique d'anticipation, une apocalypse, une vision de mystique lisant les signes inscrits dans le ciel.

Si, dans son prochain livre, Miller parle de Céline comme il a parlé de Cendrars et de Giono, il s'honorera en rendant justice au plus grand écrivain de ce temps.

En dernière minute, j'apprends que Céline s'est décidé à remettre le troisième tome de *Féérie pour une autre fois* à « ce cochon de Gaston » qui le tient à la gorge et l'empêche de publier ailleurs. J'en ai lu quelques pages. C'est encore plus beau que *Féérie* et *Normance,* plus libre, plus vivant, plus original, plus célinien, et lui fera, si possible, encore plus d'ennemis : tous ceux qui n'y comprendront rien, toute la critique...

(Henry Miller : « *Les livres de ma vie* ». Editions Gallimard).

⁂

Les éditeurs, critiques et lauréats reconnaissent ouvertement que les prix littéraires ne servent pas du tout à recommander un livre de qualité, mais au *contraire,* à permettre aux maisons d'éditions de faire assez de bénéfices pour pouvoir éditer de bons manuscrits.

Arts a interrogé les éditeurs qui n'ont pas caché que c'est pour eux une nécessité. Le directeur littéraire du *Seuil,* F.-R. Bastide, a même payé de sa personne et, ayant embrassé Germaine Beaumont et Mme Simone, a eu le prix *Fémina* en décembre dernier.

Le *Seuil,* qui recherche le talent partout où il croit le trouver, à l'extrême-gauche, ne s'en sortait pas sans cela.

Comme toujours, il suffit qu'un livre soit couronné pour que les honnêtes gens se méfient. On pouvait quand même espérer que le bruit fait autour des prix permettrait de nommer en passant, à la sauvette, des livres estimables. Qu'il se serait trouvé un ou deux jurés pour donner obstinément leur voix à un chef-d'œuvre !

Eh bien non, cela n'est pas possible. Giono ne peut se le permettre, pas plus que Marcel Sauvage qui pourtant fait une campagne contre les prix.

On n'a pas entendu une seule fois mentionner les *Mémoires de Cléopâtre* par Makhali P'hal. Cette femme, ce poète, ce conquérant, a annexé à la langue française plusieurs provinces, celle qui est à la frontière des civilisations de l'Inde et de la Chine, des Aryens et des Kmers, du Gange et du Pacifique, de Dieu et de l'homme. Elle a créé des poèmes magiques tellement surprenants que l'éditeur doit signaler qu'ils ne sont pas une traduction du Mahabharata, mais l'invention de Makhali P'hal.

Certes, la banalité n'étant pas son fort, elle ne pouvait pas être comprise par les jurés, les libraires et les moutons de Panurge, mais on aurait aimé entendre son nom par-ci, par-là, pour donner l'éveil aux gens de goût. Pas question.

Pourtant, elle vient, avec les « *Mémoires de Cléopâtre* », de faire un effort pour se rapprocher du public. Elle a mis un frein à sa profusion poétique, elle a suivi l'attachante histoire de la reine d'Egypte, femme de César, puis d'Antoine, et aimée d'Octave, mère et aïeule de rois, elle qui apporta à la Rome de César, et par conséquent, à la civilisation dont nous sortons tous, le raffinement des vieilles monarchies religieuses.

Makhali P'hal ne peut écrire comme un académicien spécialiste de biographies, qui vise Hollywood. Elle se met dans la peau de Cléopâtre, expression insuffisante pour exprimer l'aisance du médium à se glisser dans l'âme de son sujet. Elle est Cléopâtre. Le nez de Cléopâtre, c'est le sien.

Cette petite reine d'Egypte, raffinée, cultivée, à la fois grecque et orientale, n'a que des traits humains et honorables : son amour pour le vieux César, sa fidélité jusque dans la mort pour le jeune Antoine.

On se demande comment son image n'est pas devenue exemplaire. On peut en accuser la « Rodogune » de Corneille qui nous montre une Cléopâtre criminelle et, en plus, détestable.

Corneille a joué un bien vilain tour à la mémoire de la petite reine d'Egypte qui apprit aux lourdes matrones romaines les élégances et les parures des hautes

civilisations. Il aurait dû préciser qu'il ne s'agissait pas du tout de la même Cléopâtre, mais d'une autre qui portait le même nom assez répandu et qui vivait en d'autres temps et d'autres lieux, en Asie Mineure, un siècle plus tôt.

Makhali P'hal nous apprend comment, par Osiris, dieu de rachat, Cléopâtre préparait la route au monothéisme (idée qu'aurait pu retenir Bossuet dans ses « Origines du Christianisme »), au dieu de Césarion, le fils qu'elle eut de César et qu'Octave fit mettre à mort, après Actium. « Octave prit plaisir à caresser l'enfant puis à le faire lutter contre un ours qui l'a dévoré ». Petite phrase à la Mérimée, où le changement de temps donne une idée de la force et de la concision du style.

(Makhali P'hal « *Mémoires de Cléopâtre* ». Editions Albin Michel).

***

Les jurys n'ont pas davantage parlé du dernier livre d'André Pieyre de Mandiargues. C'était pourtant une coquetterie qui ne leur aurait guère coûté, de citer, gratuitement, un livre qui ne doit rien à la facilité, à la médiocrité que les éditeurs *visent*. Ils recherchent désespérément une Françoise Sagan, encore plus bourgeoise si possible, plus ratatinée, plus petite vieille, plus veule.

Mandiargues n'apporte pas un message, il ne pense pas social, mais il réagit à sa manière contre le confort intellectuel. Il s'en voudrait d'être lu par les épuisés qui cherchent l'art en tournant un bouton et pour qui travaillent les Goncourt. Mais ceux-ci, animés par un Salacrou, à qui sa pommade contre les poux rapporte de quoi faire jouer ses pièces, sont à jamais incapables de goûter un livre aussi délicat, exubérant, parfumé, grave, excitant, aristocrate, pudique, ensoleillé que « *le Lys de Mer* ».

De quoi parle ce petit Songe d'une Nuit d'Eté ? De rien et de tout, de la mer, des dunes, des pins, de deux filles qui se baignent, où la noblesse du style fait passer toutes les scènes, où les images font rêver : «... un sac orange si éclatant que le soleil échouait à l'éteindre et qu'il flamboyait à l'heure de midi comme un brûlot sous les étoiles. »

(André Pieyre de Mandrargues : « *Le lys de mer* ». Editions Robert Laffont).

A PROPOS DE « GÉANT » :

Les idées et l'instinct

IL n'y a pas actuellement de vraie critique cinématographique. Celle que l'on connaît traite de l'art — art de la mise en scène, de la photographie ou des acteurs — et des idées exprimées. Aucune ne s'intéresse à ce qui fait le vrai « pouvoir » du cinéma, à la part involontaire du film, aux fonds de tableau, à ce qui échappe au metteur en scène, aux *petits signes* qui traduisent et recherchent le subconscient collectif, au *sens* des images.

De ce point de vue, l'analyse de « Géant » est passionnante et révélatrice. De ce film presque tout est médiocre, l'histoire, la mise en scène, les acteurs. La morale, pire, prétentieuse et assomante. L'on nous conte longuement et laborieusement l'histoire d'une famille du Texas à travers plusieurs générations. Les parents sont timidement attachés à leur coin de terre, craignent le développement industriel et le progrès économique, refusent de considérer comme des égaux même les enfants de ces Indiens du Mexique qui ont permis l'exploitation de régions importantes du Sud en fournissant toute une population de travailleurs de seconde zone. Heureusement les enfants grandissent, ont à leur tour des enfants, les générations se succèdent à l'inquiétude des spectateurs qui ne voient aucune fin se préparer. Comme les parents ont malgré tout un bon *naturel* et une intelligence *saine* (premiers *petits signes* importants), ils se laissent peu à peu conquérir aux vérités du monde moderne dont vivent les enfants, et le film se termine sur une apothéose d'accord de générations, d'expansion économique et de compréhension raciale. Tout cela, on le voit, ne mériterait pas que l'on s'attarde plus de trois heures à la projection de ce film-fleuve.

Il y a cependant autre chose, il y a d'autres *valeurs*, d'autres plans qui en font malgré tout un té-

moignage bien intéressant. Par tout un côté de lui-même, ce film échappe aux idées qu'il prétend exprimer et les contredit même parfois. Le contenu réel des images, les détails par lesquels elles doivent passer pour se faire comprendre, nous apportent de précieux renseignements sur les vrais modes d'imagination américains, en particulier sur trois grands thèmes en face desquels se nouent les réactions politiques instinctives : le passé, la terre et l'argent.

L'imagination américaine est transformée dès qu'elle touche à son propre passé. On ne le dira jamais assez. Ce peuple que l'on dépeint comme bondissant vers l'avenir est saisi d'une grâce toute particulière dès qu'il revoit son passé. L'ouverture est un des très beaux moments de cinéma que nous ayons vus. Des jeunes mariés dans un train qui roule sans cesse, un paysage de nuit sur des plaines monotones et désertes : elle demande : « nous arrivons bientôt au Texas ? » Lui répond nonchalamment : « nous y sommes depuis six heures ! » Au matin, ils arrivent. Une halte en plein désert, c'est là : quelques chevaux, une veille voiture de maître encore insolite dans un paysage où caracolent des chevaux déjà anachroniques. La plaine, l'invraisemblable castel renaissance posée comme une bougie sur une assiette, la vie du ranch, l'intérieur aux canapés de cuir noir, décoré de têtes de buffles et d'un portrait du Président, la fête avec la viande cuite en plein air, ancêtre du « barbecue », il y a là une extraordinaire présence de l'espace américain en même temps qu'une vie réelle, comme un folklore de petits faits saisis avec respect pour les hausser au plan du mythe qui sépare totalement cette première partie de la seconde, empêtrée de psychologie.

Cette première constatation est importante : l'espace américain n'est plus *vécu* dans les villes où pourtant s'élabore la conscience collective des Etats-Unis. De la termitière nait la psychologie aux valeurs sentimentalisées et affolées : la seule direction encore ouverte dans laquelle on peut s'échapper est celle de l'argent.

La terre et l'argent sont liés parce qu'il faudra sacrifier de la terre pour gagner plus d'argent. Le pétrole est apparu, les forages rapportent des fortunes,

mais il faut sacrifier le ranch, l'élevage, l'horizon auquel on est habitué. Le chef de la famille ne peut s'y résigner tandis qu'un ancien valet qui a hérité d'une petite terre n'hésite pas et devient richissime. C'est lui le géant, qui, bien que personnage épisodique, a donné son nom au film, c'est James Dean. Il se livre là un curieux duel entre l'acteur, le rôle écrit et les arrières-pensées. James Dean est l'idole de l'Amérique, petite marionnette au visage désespéré, garçon sauvage au charme féminin. L'on a confié à James Dean le rôle de ce découvreur qui sert son pays en lui procurant de nouvelles sources de pétrole. En face, le père de famille est un attardé qui refuse d'écouter les appels de la jeune génération : « un seul petit puits de pétrole et j'aurai mon téléphone personnel, daddy ».

Et pourtant cet aventurier qui ne possédait pas de terre, on nous le fait voir antipathique, on ne pouvait pas ne pas nous le faire voir antipathique, involontairement il porte les signes de *l'antipathie américaine* : allure nonchalante, nervosité sexuelle, attention portée aux femmes. Il y a en lui un air d'esclave hâtif et dansant que le temps broiera nécessairement. (A ce point de vue, il faut noter l'opposition avec le bon jeune homme que la fille de famille pourra épouser : blond, voiture rouge décapotable, net et actif. Deux mondes s'affrontent). Il constitue un phénomène appelé à disparaître comme il est venu, son ascension a étonné, sa chute rassure. Entre temps, au cours de scènes où la psychologie américaine n'est comme toujours intéressante que dans un certain paroxysme, son argent lui a permis de s'offrir un Sénateur et la flatterie générale.

Le père de famille a, de son côté, consenti à laisser forer des puits de pétrole sur ses terres, mais parce que c'est la guerre, mais en conservant ses bêtes, mais en allant lentement et en conservant un rythme qui permette le contact avec les choses. Il retrouve avec soulagement son ranch et si maintenant il accepte de considérer ces indiens comme des égaux, c'est encore à la faveur de la guerre, parce qu'ils ont servi le pays et parce qu'ils font finalement partie de ces horizons du sud qu'il est heureux de retrouver.

On voit que, sous une histoire naïvement simplette et moralisatrice, les contradictions profondes de l'âme américaine, ses folies et ses vraies attaches, ses rêveries et ses souvenirs, remontent à la surface pour donner, à travers les réussites et les catastrophes artistiques de cette longue chronique d'une famille, une nasarde à la morale abstraite.

Bernard VORGE.

Nous avons appris la mort de

HENRI SIDOS

mort au champ d'honneur le 14 mars 1957, à l'âge de 25 ans, en Algérie, sur le sol où son père était né.

Exemple d'une jeunesse française prête au sacrifice, il était le frère de Jean Sidos, tombé le 16 juin 1940, en défendant l'entrée du village de Bouglainval (Eure-et-Loir). Son père avait été victime de l'épuration insurrectionnelle.

Nous tenons, en cette circonstance, à témoigner à nos amis Jacques, Pierre et François Sidos ainsi qu'à leurs camarades de Jeune Nation notre plus vive sympathie.

∴

Nous apprenons également la mort de notre ami M. Meillier, qui jouissait de l'estime générale des milieux nationaux de la région sthéphanoise.

Que sa famille veuille bien trouver ici l'expression de nos très respectueuses condoléances.

Carnet d'un rappelé

Lieutenant de réserve, rappelé en Algérie, Bertrand Collin du Bocage a vécu là-bas durant six mois la vie de très nombreux jeunes français. Sans aucune idée de publication, il a noté pour lui, afin de s'en souvenir plus tard, les petits faits souvent sans grande apparence qui ont fait ses jours, qui ont peu à peu constitué une expérience précieuse d'une terre qu'il ignorait et d'une vie qu'il n'avait jamais menée.

Il a vécu la vie d'un rappelé, il n'a pas vécu la campagne d'Algérie. Il n'essaie pas de le faire croire, il ne pose pas le problème de la pacification, ni du moral des combattants, ni du rôle des chefs... il donne seulement à voir. Et c'est pour cela qu'il nous a paru intéressant de publier ces quelques notes prises sur le vif.

L'auteur ne se trouvait pas dans un secteur opérationnel. Comme la majorité des rappelés, son rôle était d'être là, de montrer la présence française dans des postes d'où on la croyait disparue. Réanimer l'administration, contrôler les routes et les points d'eau, surveiller les récoltes, rendre la vie à nouveau possible, voilà quelle était sa tâche. Cela n'était pas si simple : combattre les fellagha en assurant la discrimination parmi les Musulmans loyaux, garder le contact avec les autorités des différents postes sans compromettre personne, commander à des soldats africains dont on ignore totalement les habitudes, voilà ce qu'eurent à assurer de nombreux jeunes français et dont ils s'acquittèrent avec une admirable modestie. Il y a là un aspect des choses qu'il est intéressant de connaître.

Bertrand Collin du Bocage ne se donne pas le ridicule de juger une guerre, ni de décerner de bons certificats à ses chefs. Il n'a pas la malhonnêteté d'attribuer à cette campagne — parce qu'il l'a vue de plus près — certains caractères spécifiques qui appartiennent en réalité à toute opération, il ne nous présente pas de belles conversations romanesquement agencées en discussions de théâtre. Mais peu à peu, de son récit, montent la vraie présence de la terre algérienne et un sentiment de la population, tiraillée, molle, apeurée, souvent de bonne volonté, plus réel que dans certains montages plus prétentieux et plus bavards.

B. V.

31 *juillet* 1956.

Arrivée à Alger samedi à 14 h. 30. Un commandant de l'Armée de l'air nous souhaite la bienvenue et nous annonce, d'une part, que nous serons reçus au cercle de la garnison par une délégation d'étudiantes et d'étudiants, d'autre part que la population civile nous offrira l'hospitalité pour la journée et la nuit. Au cercle se font les affectations. Pour ma part, en tant que marsouin, je suis affecté dans le Constantinois — (région de Batna, probablement Biskra).

Je me promène un peu dans la ville et suis étonné de ne rencontrer presque exclusivement que des Européens. Chacun a l'air très calme et peu inquiet. Mais beaucoup de soldats, des patrouilles armées. J'apprends que le couvre-feu est à minuit.

A dix-huit heures, mon hôte vient me chercher en voiture. Il me dit :

« L'Algérie est la France. Nous sommes chez nous et nous ne partirons pas ».

Il me fait un peu visiter la ville. Beaucoup d'immeubles neufs très modernes, bien construits, se sont élevés depuis dix ans, où cohabitent Européens et musulmans. Nous passons devant un poste d'essence Shell : « Ils » ont voulu l'incendier hier soir, mais une patrouille est intervenue à temps ».

Au Belvédère, le panorama de la ville est magnifique et la mer très belle. Mon hôte habite un quartier résidentiel composé exclusivement de villas et de jardins bien tenus, aux plantes exotiques. Beaucoup de soleil. C'est bien beau et très calme.

La maîtresse de maison, comme son mari, me paraît tres décidée : « Nous sommes ici chez nous. Nous serons jetés à la mer si l'on veut nous chasser. Mais nous avons des armes et nous nous défendrons ».

Pendant le dîner, somptueux, plusieurs idées sont échangées : « Il n'y a qu'un seul moyen de pacifier, c'est d'évacuer

la population, région par région, supprimer les réfractaires, et repeupler avec certificats de loyauté après enquête. »

Lacoste est considéré comme un honnête homme qui a compris la vérité.

Dans la ville des patrouilles armées circulent sans cesse dans les rues. Elles fouillent les voitures et tirent après le couvre-feu de minuit. Pourtant, chaque jour, des fellagha s'embusquent, assassinent et s'enfuient sans être pris.

Le dimanche matin, mon hôte me réveille à cinq heures et me donne une lettre de recommandation pour un de ses amis propriétaire dans le Constantinois. Sa femme m'embrasse : « Ecrivez-moi je suis votre seconde maman ».

Départ du train à six heures, en direction de Constantine. Premier contact avec le paysage algérois. Le contrôleur du train, durant la marche, énumère les divers incidents arrivés sur la ligne Alger-Constantine depuis quelques mois : Ici, une patrouille a été massacrée (Gorges de Palestro) ; un peu plus loin, le chef de gare a été blessé la veille par un terroriste et remplacé par un Arabe ; le long de la voie, tous les poteaux téléphoniques ont été sciés ; les carcasses d'une locomotive et d'un wagon sont encore dans un fossé.

Soudain, des pétards placés sur les rails éclatent et le train s'arrête. Des fellagha ont saboté la voie et une équipe d'ouvriers est en train de la réparer. On attend quelques instants. Une partie de l'escorte armée monte sur la locomotive, l'autre demeure dans le wagon de queue. Puis le train repart.

Tout le long du trajet, l'on peut apercevoir les patrouilles qui sillonnent la campagne. Après avoir pris une correspondance, je m'enfonce vers le sud, en direction de Batna. Le paysage devient de plus en plus désertique, et la région des lacs est complètement asséchée. Souvent, le train s'arrête, le conducteur vérifiant la solidité des ponts dont les planches ont été brûlées.

Puis j'arrive à Batna où un camion me conduit, avec sept autres lieutenants, à l'Etat-Major. Je couche à l'hôtel. Aujourd'hui, pas d'électricité à Batna, les lignes ayant été coupées. Une des conséquences en est le manque de glace, ce qui est bien gênant par la chaleur torride.

Arrivé à Batna dimanche. C'est une ville à la lisière nord de l'Aurès. Activité intense de patrouilles et de militaires armés. Tous les cafés sont bondés de soldats de toutes armes : chasseurs d'Afrique, aviateurs, infanterie métropolitaine et

coloniale, parachutistes, légion et même quelques marins venus pour suivre un stage d'appui aérien.

Mardi, je pars pour Biskra par le train. La ligne traverse l'Aurès du nord au sud. Il y a deux michelines par jour. L'escorte qui accompagne les voyageurs est assez importante et formée presque exclusivement de Sénégalais. Le long de la voie, tous les poteaux téléphoniques sont sciés, toutes les fermes et les écoles sont brûlées. Sur la route parallèle, l'on aperçoit des carcasses de camions incendiés et les wagons carbonisés d'un train sont dans un ravin. Le passage le plus dangereux est situé entre Mac-Mahon et El Kantara, un grand tournant dominé par des hauteurs abruptes. Le train y roule au fond d'une gorge profonde, et c'est là qu'ont eu lieu la plupart des attentats commis par les rebelles.

L'arrivée sur El Kantara est magnifique. Passé les fameuses « Portes du Désert », l'on débouche brusquement sur l'oasis. Le paysage est transformé. Ce n'est plus la steppe, c'est le vrai désert.

Biskra est jolie. Je suis surpris par la température qui est moins élevée que je ne le pensais, mais elle ne s'abaisse pas la nuit, ce qui est assez pénible. La chaleur, m'a-t-on dit, doit durer un mois et demi encore.

La ville est calme. Cependant, quelques attentats ont lieu de temps en temps.

J'apprends que je suis affecté dans un oasis du sud-constantinois. Le coin est paraît-il très calme et le travail serait presque exclusivement un travail de pacification. Le P.C. de la compagnie est en plein quartier arabe.

Devant retourner à Batna pour suivre un stage de deux jours, avant de rejoindre mon affectation, j'emprunte la « maraude ». La route est en effet périodiquement sillonnée par des autos-mitrailleuses et les convois militaires et civils en profitent. La route Biskra-Batna est très belle. La chaleur est forte. N'ayant pas d'autre place, je suis monté sur un G.M.C. plein de Sénégalais. Naturellement, ils sont tous armés de fusils, mitraillettes et F.M. Je suis coiffé d'un chapeau de brousse à larges bords, et l'ambiance est assez western. Pour la première fois, je souffre de la soif et mes lèvres desséchées deviennent blanches.

Arrêt de dix minutes en pleine brousse, un moteur chauffant trop. Des sentinelles sont placées en haut des pitons, puis l'on repart. A chaque village, des voitures et camions civils se joignent au convoi.

6 *août*. — Arrivé à mon poste hier. M... est une palmeraie extrêmement pittoresque. Aucun Européen, uniquement des maisons en terre séchée au soleil. C'est là qu'est le P.C. de la compagnie qui comprend un certain nombre de sections réparties entre plusieurs postes.

Tous les hommes de la compagnie sont des noirs. Les cadres sont presque exclusivement d'active. Les sous-officiers sont blancs ou noirs.

La chaleur à M... est assez pénible, et les moustiques foisonnent. A la nuit tombante, ce sont de véritables nuages de moustiques, et il est pratiquement impossible de sortir sans agiter perpétuellement une serviette ou une feuille de palme.

7 *août*. — Aujourd'hui, tournée en scoutcars et G.M.C. avec ma section, vers le sud. On rejoint la route goudronnée Biskra-Touggourt, et nous passons devant un chantier où, il y a quelque temps, douze ouvriers et une femme ont été massacrés par le rebelle Boulerba-l'Egorgeur et sa bande de tueurs. Deux petits enfants ont été épargnés et c'est un Arabe qui les a trouvés errants sur la route, qui les a ramenés à Biskra. On a retrouvé les corps alignés le long de la voie ferrée. On voit encore une roulotte et une voiture entièrement calcinées. Le chantier est naturellement abandonné.

Arrivés à A..., nous visitons le village et spécialement l'école qui, en principe, sera mon poste quand je m'y installerai avec ma section d'africains. Le village est composé de mechtas en terre, et la palmeraie est assez importante. Quelques nomades campent autour du village avec leurs chèvres et leurs chameaux. En dehors du village, dans une grande maison, réside le Caïd. C'est son fils qui nous recoit. Lorsque je repars avec le lieutenant Arche, commandant provisoirement la compagnie et le capitaine Barret, officier S.A.S., le Caïd me dit que les notables sont venus pour m'être présentés. Mais il est trop tard, et nous repartons en direction de M... Le Caïd a orné sa maison d'un drapeau francais. Il a un fusil de chasse et seize cartouches pour se défendre contre les fellagha.

Un bistrotier juif vient d'être descendu à Biskra, mais c'est sûrement un règlement de comptes.

11 *août*. — La veille de quitter M... en direction du sud, j'ai vu arriver un certain nombre de lettres adressées à un sergent-chef et à des tirailleurs. Leur provenance étant de

la poste civile de Biskra, le lieutenant Arche les a ouvertes. Elles contenaient des feuilles ronéotypées envoyées par l'armée de libération nationale et invitant les forces de l'ordre à la désertion. Inutile de dire que ces lettres ne sont pas parvenues à leurs destinataires. Arrivé avec ma section à V..., je me suis présenté au capitaine François, commandant une compagnie saharienne. La région s'est agitée ces jours-ci et il a demandé des renforts. Il veut m'installer dans un village voisin entièrement arabe et sympathisant aux fellagha. Les Caïds et Bachagha ont démissionné et les notables refusent de serrer la main aux représentants de l'administration par peur de se compromettre. Il y a quelques jours, une bande de cinquante rebelles a enlevé le garde-champêtre et deux hommes (bien entendu les habitants n'ont rien vu et entendu), et, dans la même nuit, une fusillade avec tir de F.M. a nettement été perçue à V... Le peloton saharien parvenu sur les lieux quelques instants plus tard n'a rien trouvé. Je suis donc installé dans l'école. Elle est composée de quatre bâtiments avec un grand jardin entouré de murs à l'entrée du village.

Le soir même, je convoque le Khodja au poste et lui signale que le couvre-feu dans le village est fixé de 20 h. 30 à 5 heures du matin. Qu'il prévienne la population : on tirera à vue. Le lendemain matin, patrouille dans le village, avec un groupe. Beaucoup de portes se ferment. Les gens dans la rue paraissent indifférents ou détournent la tête. Très peu disent bonjour. L'après-midi, organisation de la défense du Bordj et construction d'emplacements de F.M. Le soir, patrouille de nuit pour vérifier l'application du couvre-feu. C'est ma première patrouille de nuit, et je suis un peu ému de cette marche à la file indienne, l'arme à la main, dans les rues entièrement désertes.

Des rais de lumière filtrent sous les portes et les chiens aboient. Tour dans la palmeraie : les grandes palmes se détachent sur le ciel étoilé et je distingue à peine les tirailleurs qui se faufilent dans la nuit. Soudain trois soldats découvrent dans un trou un malheureux. Aussitôt mitraillette et fusil sur le ventre et cris : « Fellagha ! Fellagha ! » Le malheureux est terrorisé. On le fouille et on l'amène au gardien du marché qui nous dit bien le connaître. Je garde sa carte d'identité : Il viendra la chercher demain au Bordj. Renseignements pris, il s'agit d'un demi-fou qui n'a pas de maison.

A dix heures nouvelle patrouille pour fouiller les grottes qui se trouvent devant le bordj, mais on ne trouve rien. Une demi-heure après un Arabe vient me trouver pour me dire que depuis trente ans il couche dans les grottes et qu'il ne faut pas tirer sur lui. Je le rassure.

Tout ce que l'on fait est immédiatement su et commenté. C'est assez bon. Avant tout, j'ai l'impression qu'il faut faire de l'effet.

16 *août.* — Après de nombreuses patrouilles dans le village et la palmeraie, la population est devenue plus respectueuse. Les indigènes saluent, ce qui est déjà un grand progrès. J'ai fait flotter le drapeau français au-dessus de l'école, et aux cérémonies de baisser et de lever des couleurs, les gens qui se trouvent à proximité se lèvent.

Plusieurs fouilles de voitures et de taxis qui ne donnent rien.

Un soir, à onze heures, patrouille : En passant devant l'une des premières maisons du village, j'entends le bruit caractéristique du tam-tam, signal sans aucun doute pour avertir la population. Je cogne à la porte : personne ne répond. Je fais sortir un voisin et le force à faire ouvrir. Le propriétaire de la maison me dit que les femmes étaient en train de piler du café et il me montre un pot où se trouve effectivement du café moulu. Naturellement je ne le crois pas et, le lendemain matin, à six heures je fais fouiller sa maison mais l'on ne trouve rien.

Le soir, la température est vraiment exceptionnellement agréable, et il est magnifique de rester étendu dehors (gare aux scorpions), face aux étoiles. La nuit est particulièrement claire. C'est l'heure, quand tout va bien, où les gradés évoquent leurs souvenirs d'Indochine et de Corée.

Le 14 août nous sommes relevés et allons occuper l'école des filles de P... V.. ou se trouve déjà une autre section de renfort, commandée par le sous-lieutenant Bernardet. Je prends le commandement du détachement.

Le soir même de mon arrivée, je vais dîner chez le capitaine François. Sur la place nous sommes interpellés par un Arabe qui passe en jeep. Il nous explique que trois tirailleurs de l'école des filles ont commis à trois reprises des vols dans une boutique. Bernardet emmène l'indigène au détachement et fait aligner sa section. L'Arabe reconnaît formellement les auteurs des larcins. Aussitôt une discussion extrêmement vive s'élève, les trois tirailleurs prenant à témoin leurs camarades. Les événements se déroulent alors en

chaine, rien ne peut arrêter des Sénégalais en colère (ce qui m'a surtout frappé ce sont surtout leurs yeux rougis par le sang). Les tirailleurs cognent sur l'Arabe et le lapident. Prenant peur il se sauve, tout en courant, tire et pointe un révolver en direction des soldats. La fureur de ceux-ci est alors à son comble. Ils poursuivent l'Arabe aux cris de fellagha ! fellagha !, le rattrapent, le piétinent à coups de talon, le déshabillent et le caporal Amadou (un Sarah de ma section) sort son poignard pour l'égorger. Aidé malgré tout de quelques soldats, j'arrive à empêcher le massacre. On a su par la suite que l'Arabe travaillant pour l'Administration avait un port d'armes régulier (je m'en étais d'ailleurs douté et c'est pourquoi je n'avais pas tiré).

Cet incident créé naturellement une certaine agitation au bordj et les services de l'Administration nous soupçonnent d'avoir excité les soldats contre l'Arabe. Nous avons toutes les peines du monde à les convaincre du contraire et depuis ce jour je fais rapport sur rapport pour les autorités militaires et les autorités civiles. Ces dernières prêtent malheureusement une oreille complaisante aux propos des Arabes interrogés qui font tous de faux témoignages et jettent ainsi le trouble. La victime a été emmenée d'urgence le soir même à l'hôpital de Biskra.

A V..., mon travail consiste à garder le cantonnement, à assurer la garde de nuit du bordj civil, à fournir des escortes et des groupes d'intervention à la compagnie saharienne, à patrouiller dans la ville et les environs.

Hier patrouille en G.M.C. au sud de l'oued D... où j'avais repéré une petite palmeraie. Beaucoup de tentes de nomades. J'arrête et je fouille une caravane, une femme nomade nous offre un excellent café, très fort. Je fouille également quelques grottes. Une autre patrouille permet de récupérer un poignard de nomade dont le port est interdit.

(*A Suivre.*) Bertrand COLLIN du BOCAGE.

ADDENDUM
sur l'amnistie administrative

Le succès de notre numéro spécial sur l'Epuration nous a amenés à souhaiter de donner des informations aussi complètes que possible dans la pensée, peut-être hasardée, que l'Epuration aurait un jour son historien, et que nous avions le devoir par conséquent de lui fournir une documentation aussi précise que possible.

La question la plus complexe et la moins connue était assurément celle de l'Epuration Administrative, et, sur ce point, nous sommes en mesure d'apporter à nos lecteurs quelques renseignements complémentaires qui auront d'ailleurs l'avantage de rendre justice aux hommes qui se sont dévoués sans compter et dans des conditions difficiles aux intérêts des victimes des mesures d'Epuration.

Les documents qui ont pu nous être communiqués complètent à cet égard les informations que nous avions données dans les chapitres de notre numéro spécial consacrés à cette question. Ils nous permettent de retracer plus complètement l'histoire des associations et des groupements qui se sont formés pour la défense des victimes de l'Epuration Administrative.

Un bulletin d'adhésion de l'Union pour la Restauration et la Défense du Service Public, qui date vraisemblablement de 1949 résume ainsi dans une sorte de prospectus l'action entreprise à cette date :

« L'Union pour la Restauration et la Défense du Service Public est une association constituée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 et enregistrée à la Préfecture de Police sous le numéro 13.697.

« Elle tire son origine de la constitution au 13 octobre 1944 de l'Association pour la Défense de la Fonction Administrative contre l'Arbitraire, réunissant les anciens fonctionnaires des administrations préfectorales, animée par M. Pierre Henry, ex-sous-directeur à la Préfecture de la Seine. La similitude

d'objet de cette association avec l'Amicale des Anciens Fonctionnaires de la police française, créée en 1947 par d'ex-fonctionnaires de la Préfecture de la Police, fit naître l'idée d'un rassemblement de tous les fonctionnaires victimes d'une épuration qui viole les principes fondamentaux du Code Pénal, de la constitution de 1946 et de la déclaration des droits de l'homme.

« L'Union se propose de grouper, par ministères ou grands services publics, tous les fonctionnaires ou agents civils ou militaires victimes d'arbitraire en vue d'obtenir la réparation du préjudice, tant moral que matériel, qu'ils ont subi. Elle n'est pas une association occulte, mais un groupement au grand jour légalement constitué pour la défense des intérêts lésés de ses membres, et la rénovation en France du Service Public, dont les garanties, obtenues au prix de longs et patients efforts, ont été systématiquement bafoués par les juridictions d'exception.

« L'Union a constitué divers comités : Comité Juridique, Comité d'Assistance, Comité de Documentation. Elle vous convie à lui donner votre adhésion à ses travaux. A cet effet, nous vous prions de remplir... ».

A cette date (mai 1949), le Bureau de l'Union est ainsi constitué :

Président provisoire : M. Pierre Henry, représentant l'Administration préfectorale et le Ministère de l'Intérieur.

Vice-présidents : MM. Picard, représentant les fonctionnaires des services de la Police ; Crouzet, représentant les fonctionnaires des Finances ; Girard puis, plus tard, Pelletier, représentant les agents de la S.N.C.F. Un officier non désigné qui fut finalement le Général Ruby, représentant l'Armée ; Altmayer, représentant les agents du Métropolitain et de la T.C.R.P.

Le *Secrétaire Général* est M. Noble, représentant les fonctionnaires de l'Information.

Le *Trésorier* est M. Botton, représentant les fonctionnaires des Affaires Etrangères.

Les *membres* du Bureau sont MM. Cannac, représentant les fonctionnaires du Ministère de la Justice ; Vibert, représentant les Services Municipaux ; Pichat, représentant le Conseil d'Etat ; Roussillon, représentant les fonctionnaires des Finances, enfin deux noms laissés en blanc pour lesquels furent désignés MM. Cancalon, représentant les membres de l'Enseignement et Le Moigne, représentant des Services du Gaz et de l'Electricité de France.

A ces principaux animateurs, il faut ajouter encore les noms de MM. Laffont, Tracou, Duchier, Capra, Lorée et du Gouverneur Général Cayla. L'Union présidée d'abord par M. Pierre Henry, comme il est indiqué dans ce document, fit appel à M. le Professeur Rougier pour remplir les fonctions de la présidence, après avoir sollicité pour cette présidence l'Amiral Decoux.

Les Comités les plus actifs furent alors ceux du Ministère de l'Intérieur, de l'Armée, de la Police et de la Sûreté Nationale, des Fonctionnaires communaux, de l'Electricité de France et des services concédés, des P.T.T. et de la S.N.C.F. Ce dernier Comité continue son activité. Enfin un Comité Juridique qui rendit de nombreux services fut composé sous la présidence de M. Jean Montigny avec l'assistance de MM. Creyssel, Corvisy et Bernard. On lui doit un nombre élevé de consultations, et on sait du reste l'activité considérable dont fit preuve durant toutes ces années M. Montigny dont nos lecteurs connaissent l'action à la tête de l'Union des Intellectuels Indépendants. C'est le Comité Juridique, notamment, qui élabora avec le professeur Rougier, la requête aux Nations Unies dont il a souvent été question dans notre numéro spécial.

Parmi les personnalités qui, à ses débuts, aidèrent considérablement l'Union, il faut ajouter aux noms que nous avons cités dans notre numéro spécial ou dans cet additif, ceux de M. Lanote, ancien conseiller municipal qui mit à sa disposition des locaux pour son siège social, et de M. Trécourt dont le journal *Forces Réelles* servit longtemps de bulletin de liaison à l'Union. Enfin, en ce qui concerne l'Amnistie Administrative, il est équitable d'ajouter au nom de Jacques Isorni celui d'un autre parlementaire qui a beaucoup fait pour l'Amnistie Administrative et qui a montré autant de dévouement que de hauteur de vues, et que nous avons le devoir de mentionner tout particulièrement puisqu'il appartient à un parti que nous comptons parmi nos adversaires, celui de M. G. Mignot, député R.P.F. de Versailles.

Pendant les travaux parlementaires qui servirent à préparer le vote de l'Amnistie, il faut mettre en relief également l'activité dont fit preuve le Comité de la Grande Amnistie autour de son président Georges Rivollet, ainsi que ses démarches multiples auprès des parlementaires membres de la Commission de la Justice.

Pour l'histoire de l'Epuration, indiquons qu'il est intéressant de consulter une série de documents que nous n'avons

pas la place malheureusement de publier *in extenso :* ce sont les « Motions sur l'Epuration » qui furent publiées en 1949, par l'Union pour la Restauration et la Défense du Service Public.

En ce qui concerne l'Epuration Administrative retenons tout particulièrement certains considérants qui compléteront utilement les indications que nous avons données dans notre précédent article.

« En ce qui concerne les sanctions disciplinaires prononcées au titre de l'Epuration Administrative, ...

« L'Union pour la restauration et la Défense du Service Public,

« Considérant que...

« la date du 16 juin 1940, à compter de laquelle sont retenus les faits de nature à donner lieu à l'exercice de l'action disciplinaire, ne figure dans aucun des textes publiés dans la Métropole jusqu'en août 1944, que si elle correspond à un événement politique, aujourd'hui historique (la démission du Ministère en exercice et la formation d'un autre) conformément à la constitution et à la coutume, ce fait n'était pas par lui-même générateur d'un état de droit nouveau,

« Considérant que l'ordonnance du 27 juin 1944 ... emploie des termes vagues susceptibles d'une interprétation extensive, sinon illimitée, à la faveur de laquelle un fait quelconque peut être incriminé ,indépendamment de toute intention fautive de son auteur,

« Qu'elle vise non seulement des « actes » et des « écrits » qui sont des manifestations extérieures de volonté, mais « une attitude personnelle », expression ambigüe qui permet d'atteindre la simple et libre manifestation d'une opinion personnelle et même le comportement supposé d'une personne,

« Qu'elle permet d'imputer à faute des faits qui ne constituent qu'un acte normal de la formation ou de l'emploi, accompli en vertu d'une obligation légale ou réglementaire ou d'ordres hiérarchiques, à l'exécution desquels le fonctionnaire ou agent en cause était tenu, soit par des instructions particulières, soit par les règles générales de l'organisation des administrations et services publics, et ne pouvait se soustraire sans encourir de sanctions pénales ou disciplinaires,

Qu'elle méconnaît la situation juridique nouvelle, conforme au droit pénal, créée par la Convention d'Armistice du 22 juin 1940 et l'occupation, partielle ou totale, du Territoire...

« Qu'en son premier état, ce texte laissait les sanctions

à l'entière discrétion du Ministre dont relevaient les fonctionnaires et agents en cause...

« Que la modification introduite par l'ordonnance du 11 décembre 1944, habilitant les Préfets et Sous-Préfets à prendre les mêmes sanctions à l'égard des agents des collectivités locales, n'a apporté aucune limitation à ce pouvoir discrétionnaire, qu'au contraire, elle l'a étendu en abandonnant à des autorités subordonnées le sort de fonctionnaires ou agents dont la nomination ne leur appartenait pas, alors qu'il est de règle que le pouvoir disciplinaire est exercé par les autorités investies du pouvoir de nomination...,

« Que l'audition de l'intéressé par les Commissions d'Epuration, n'a souvent constitué qu'un mode de procédé vide de sens et destiné à satisfaire en apparence à un principe hors duquel il n'est pas de justice, la décision étant arrêtée ou la conviction formée avant toute comparution ou explication de l'intéressé,

« Qu'ainsi en l'absence de toutes formes et de tout délai prévus par l'ordonnance, le prononcé des sanctions n'a été assorti d'aucun contrôle,

« Que l'institution, par l'ordonnance du 25 octobre 1944, de « conseils de commission d'enquête chargés d'instruire les dossiers qui leur étaient envoyés et de présenter des propositions », loin de remédier à cette situation, n'a fait que l'aggraver, — qu'en effet l'autorité investie du pouvoir de décision restait libre de saisir ou non ces conseils ou commissions et de suivre ou non leur avis, qu'elle en réglait elle-même la composition et la procédure et pouvait même s'abstenir d'en constituer,

« Qu'en fait, ainsi que l'a constaté le Conseil d'Etat, les membres de ces conseils ou commissions ne présentaient pas, dans de nombreux cas, les garanties de formation professionnelle ou morale assurant à la conduite des enquêtes et des débats l'impartialité, l'indépendance et la compétence requises,

« Qu'ils se trouvaient, en général, « *en concurrence de carrière* » avec ceux dont le cas était soumis à leur appréciation,

« Que les rapporteurs, en particulier, qui pouvaient, par leur manière d'exposer les faits, exercer une influence décisive, appartenaient, sauf exceptions, à la même administration ou au même service que les fonctionnaires ou agents en cause et dès lors ne pouvaient apporter, dans l'accomplissement de

leurs délicates et redoutables fonctions, ni l'objectivité, ni le désintéressement indispensables,

« Qu'ainsi conseils et commissions, loin de pouvoir être considérés comme des juridictions disciplinaires, n'ont été trop souvent que les instruments, plus ou moins conscients, de la satisfaction de passions partisanes, de rancunes inassouvies ou d'appétits déchaînés à la faveur des circonstances, et dont les propositions permettaient à l'autorité investie du pouvoir de décision de se couvrir de l'avis d'un organisme collégial et anonyme, ce qui excluait toute responsabilité,

« Considérant que, dans de nombreux cas, où les fonctionnaire et agent, ayant été l'objet, pour les mêmes faits à la fois de poursuites pénales et de poursuites disciplinaires, ont bénéficié en justice d'un arrêt d'acquittement ou d'une décision de classement, l'autorité investie du pouvoir disciplinaire s'est refusée à en tenir compte, motif pris de l'indépendance de l'action pénale et de l'action disciplinaire, et a prononcé ou maintenu des sanctions fondées sur des griefs dont des décisions judiciaires, passées en force de chose jugée et portant non sur l'interprétation des faits, mais sur leur matérialité, avaient constaté l'inanité. »

Pour ces motifs, à la fin de cette motion, l'Union demandait notamment l'ouverture d'une action de révision des sanctions prises au titre de l'Epuration Administrative.

Signalons enfin, que les chiffres que nous avons présentés dans notre article sur l'Epuration Administrative, font l'objet de discussions. En l'absence d'un tableau qui ne pourrait être présenté que par les autorités officielles, à condition qu'elles le dressent avec bonne foi, il est difficile d'aboutir à des chiffres exacts, surtout si l'on tient compte de l'Epuration professionnelle.

Néanmoins, en ce qui concerne l'Epuration proprement administrative dans le département de la Seine, et portant sur certaines catégories de fonctionnaires et d'agents, par exemple, les fonctionnaires de la Sûreté Nationale, ainsi que ceux des services départementaux, municipaux et locaux, signalons que la réponse faite par le Préfet de la Seine et publiée au Bulletin Officiel, paraît correspondre à peu près aux sondages qui ont été effectués par les Comités de l'Union.

Il en est de même pour la S.N.C.F. Les réponses officielles de ces différents cas, ne tiennent pas compte des fonctionnaires réintégrés à la date où était formulée la question, mais dans l'ensemble, elles ont fourni des chiffres à peu près exacts pour ces catégories et notablement inférieurs à ceux

qui sont fournis d'autre part. Mais répétons-le, il s'agit là d'une question confuse, où la statistique plus que partout ailleurs, est, suivant un mot célèbre, la forme la plus perfectionnée du mensonge.

Enfin, terminons en ajoutant aux documents que nous avons publiés dans notre numéro spécial, un document concernant l'Epuration Administrative, qui vaut vraiment la peine d'être cité pour la désinvolture et le cynisme dont il fait preuve.

Il s'agit d'une lettre du Comité de libération du Métropolitain à un agent de cette compagnie.

Nous trouvons inutile d'y ajouter quelque commentaire que ce soit.

Comité de Libération
du Métropolitain
13, rue de l'Entrepôt
Paris-10e

« Paris, le 2 Mai 1945.

—

« Monsieur,

« Le Comité de Libération du Métropolitain réunit en séance plénière le 23 août 1945 :

« — après avoir constaté que vous n'avez pas tenu l'engagement que vous aviez pris de verser la somme de 3.546 francs, dont vous étiez redevable, vis-à-vis de la caisse de secours au profit des familles des fusillés et déportés du Métropolitain, a décidé de vous adresser ce dernier rappel à l'ordre.

« Dans le cas où, le 10 mai, vous n'auriez pas régularisé votre situation, nous nous trouverons dans l'obligation de transmettre votre dossier à la Commission de l'Epuration, qui siège présentement à l'Hôtel de Ville de Paris.

« Nous sommes au regret de vous faire savoir que M. Beaugendre Robert, machiniste du Dépôt de Lagny est passé devant cette Commission le 11 avril 1945, il a été proposé à M. le Préfet de la Seine son exclusion de la Compagnie.

« Recevez, Monsieur, l'expression de nos sentiments patriotiques.

Timbre du Comité
de Libération

« Pour la Commission des Convois,
signé : illisible. »

Précisons que cette lettre est une *circulaire* dans laquelle les chiffres et les dates sont remplis à la main sur des espaces laissés en blanc.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 418 Dépôt légal : 2e trimestre 19[illegible]